

REPUBLIQUE DU BENIN

@



MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET
DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

@



UNIVERSITE D'ABOMEY-CALAVI

@

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION

@

LICENCE PROFESSIONNELLE EN SCIENCE ECONOMIQUE

Option : Économie

Spécialité: Économie - Appliquée

THEME

**MASSE SALARIALE, DEPENSE PUBLIQUE D'INVESTISSEMENT
SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE**

Présenté par :

KOHOGBE Crépin

&

HOUNMENO Azise

Sous la Direction de :

Maître de stage

Mr Epiphane AHOGLE
Chef du service des études et de la
réglementation à la DGCPE-DGAE

Maître de mémoire

Dr HOUENINVO G. Hilaire
Enseignant à la FASEG

Année académique 2014-2015

AVERTISSEMENT

LA FACULTE N'ENTEND DONNER NI APPROBATION, NI
IMPROBATION AUX OPINIONS EMISES DANS CE MEMOIRE. CES
OPINIONS DOIVENT ETRE CONSIDEREES COMME PROPRE A
LEURS AUTEURS.

Dédicace 1

Moi, Crépin KOHOGBE, Je dédie ce mémoire à :

- ✓ mes parents qui n'ont jamais cessé de fournir des efforts pour mon bien-être ;

Crépin KOHOGBE

Dédicace 2

Moi, Azise HOUNMENO, Je dédie ce mémoire à :

- ✓ mes parents qui n'ont jamais cessé de fournir des efforts pour mon bien-être

Azise HOUNMENO

Remerciements

Nos remerciements vont à l'endroit de :

- ✓ Professeur Charlemagne IGUE, Doyen de la FASEG et le personnel administratif de la FASEG ;
- ✓ Docteur HOUENINVO Hilaire, notre maître de mémoire qui a bien voulu nous encadrer pour l'élaboration de cette œuvre ;
- ✓ Tout le corps enseignant pour leurs précieuses contributions à la qualité de notre formation
- ✓ Monsieur MEDENOU Aristide Directeur Général des Affaires Economique(DGAE).
- ✓ Monsieur, AHOGLE Epiphane notre tuteur de stage qui grâce à ses conseils et son soutien, nous a vraiment aidé dans le cadre de ce travail ;
- ✓ Tout le personnel de la DGAE
- ✓ Tous les membres du jury pour leur apport dans l'appréciation de ce travail.

Liste des sigles et abréviations

| | | |
|-------|---|---|
| ADF | : | Augmented Dickey Fuller |
| BCEAO | : | Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest |
| CFA | : | Communauté Financière Africaine |
| CNC | : | Comité National de Coordination |
| CNPE | : | Comité National de Politique Economique |
| COD | : | Comité des Opérations de Dénationalisation |
| CTD | : | Comité Technique de Dénationalisation |
| CV | : | Valeur Critique |
| CVEF | : | Cellule Economique et Financière |
| DA | : | Direction des Assurances |
| DACF | : | Direction de l'Analyse Comptable et Financière |
| DCAEP | : | Direction de contrôle et l'Assistance aux Entreprises Publiques |
| DGAAE | : | Direction Générale de l'Audit et l'Assistance aux Entreprise |
| DGAE | : | Direction Générale des Affaires Economiques |
| DGB | : | Direction Générale du Budget |
| DGCPE | : | Direction de Gestion et du Contrôle du portefeuille de l'Etat |
| DGID | : | Direction Générale des Impôts et des Douanes |
| DGR | : | Direction de la Gestion des Ressources |
| DIR | : | Direction de l'Intégration Régionale |
| DL | : | Dérivée en différence première du Logarithme népérien |

| | | |
|---------|---|---|
| DOI | : | Direction de l'Organisation et de l'Information |
| DPC | : | Direction de la Prévision et de la Conjoncture |
| DPE | : | Direction de la Promotion Economique |
| DSAEP | : | Direction du Suivi et de l'Assistance aux Entreprises Publiques |
| DW | : | Durbin Waston |
| EVIIEWS | : | Econométrie Eviews |
| FASEG | : | Faculté des Sciences Economiques et de Gestion |
| INSAE | : | Institut Nationale de la Statistique et de l'Analyse Economique |
| IVPU | : | Investissement public |
| IVPRIV | : | Investissement privé |
| MCE | : | Modèle à Correction d'Erreur |
| MEF | : | Ministère de l'Economie et des Finances |
| MIEEP | : | Ministère de l'industrie de l'Energie et des Entreprises Publiques |
| MIEPSE | : | Ministère de l'Inspection de »s Entreprises Publiques et Semi – P Publiques |
| MJIEPS | : | Ministère de la Justice chargé de l'Inspection des Entreprises EP Publiques et Semi-publiques |
| MPRE | : | Ministère du Plan et de la Restructuration Economique |
| MPREPE | : | Ministère du Plan de la Restructuration Economique et de la Promotion de l'Emploi |
| MS | : | Masse salariale |
| PIB: | : | Produit intérieur Brut |
| PA | : | Population Active |

- PED : Pays en développement
- REB : Rapport sur l'Economie du Bénin
- SA : Service de l'Audit
- SCG : Service du Contrôle de Gestion
- SER : Service des Etudes et de la Réglementation
- SI : Service Informatique
- UAC : Université d'Abomey Calavi
- UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africain

LISTES DES GRAPHIQUES

GRAPHIQUE 1 : Evolution de la masse salariale de 1984 à 2013.....35

GRAPHIQUE 2 : Evolution de la Recette fiscale de 2000 à 2013.....36

GRAPHIQUE 3 : Evolution du Ratio « Masse salariale Recette fiscale » de 2000 à 2013.....37

GRAPHIQUE 4 : Evolution du taux de croissance du PIB de 1991 à 2013.....38

GRAPHIQUE 5 : Evolution comparée de la masse salariale et des dépenses publiques d'investissement au Bénin de 2000 à 2013.....39

LISTE DES TABLEAUX

| | |
|--|----|
| <u>Tableau 1</u> : Résultats récapitulatif | 40 |
| <u>Tableau 2</u> : Résultats de l'estimation du modèle de long terme..... | 41 |
| <u>Tableau3</u> : Résultats de l'estimation des coefficients du modèle de court terme..... | 43 |

Sommaire

| | |
|---|-----|
| AVERTISSEMENT..... | ii |
| DEDICACES..... | iii |
| REMERCIEMENTS..... | v |
| LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS..... | vi |
| LISTE DES GRAPHES..... | ix |
| LISTE DES TABLEAUX..... | x |
| SOMMAIRE..... | xi |
| RESUME..... | xii |
| INTRODUCTION..... | 1 |
| CHAPITRE I :CADRE INSTITUTIONNEL,THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE..... | 3 |
| SECTION 1 : Cadre institutionnel de l'étude..... | 3 |
| SECTION 2 : Base théorique et la revue de littérature..... | 11 |
| SECTION 3 : Méthodologie de l'étude..... | 27 |
| CHAPITRE II :CADRE DE PRESENTATION ET D'ANALYSE DES RESULTATS..... | 35 |
| SECTION 1 : Aperçue des variables budgétaires et économique..... | 35 |
| SECTION 2 : Analyse économétrique de l'effet de la masse salariale des dépenses publiques d'investissement sur la croissance économique..... | 40 |
| SECTION 3 : Suggestions de l'étude..... | 46 |
| CONCLUSION..... | 48 |
| REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES..... | 49 |
| Annexe..... | a |
| Tables des matières..... | r |

RESUME

L'évolution économique du Bénin, observé ces quatre dernières années, n'a pas permis de modifier fondamentalement et favorablement sa structure de production ainsi que la contribution des secteurs à la croissance économique. Ainsi, il est important de notifier qu'en 2007, le Bénin était l'un des rares pays de l'UEMOA à avoir respecté tous les critères de premier rang, le non-respect du principal critère de l'UEMOA en 2009 est imputable aux effets néfastes de la crise financière et économique. S'agissant des critères de second rang, le Bénin a réussi à respecter le critère relatif à la contribution budgétaire rapportée aux recettes fiscales sur la période 2007-2009. Le critère relatif à la masse salariale n'a été respecté qu'en 2007 et celui relatif à la pression fiscale a été respecté seulement en 2008.

Notre étude a pour objectif d'analyser l'évolution de la masse salariale, dépenses publiques d'investissement sur la croissance économique. La revue de littérature théorique sur la relation entre masse salariale et croissance économique nous a permis de formuler certaines hypothèses. Après l'analyse et le traitement des données nous sommes arrivés aux grandes conclusions suivantes :

- L'évolution de la masse salariale n'a eu un peu d'effet que sur le niveau de vie des Agents Permanents de l'Etat. Elle a aussi évincé les dépenses publiques d'investissement.
- L'augmentation de la masse salariale impacte négativement le PIB.

Introduction

La structure de l'économie béninoise a très peu évolué au cours de la période 2006-2009(INSAE, 2009). Ainsi la masse salariale de l'administration publique est un agrégat macroéconomique d'une importance capitale dans la gestion économique d'une nation. En se référant à l'approche revenu, elle constitue une sous composante non négligeable du produit intérieur brut. Elle participe à la dynamique de l'activité économique, surtout dans un pays en développement(PED) comme le Bénin ou elle ne fait que croître. Elle représente également une grande partie des dépenses publiques de l'Etat. Quant aux dépenses d'investissement, elles sont ressorties à 302,3 milliards de FCFA en 2009 contre 120,6 milliards en 2006 en rapport avec les grands travaux initiés par l'Etat (Rapport sur l'Economie du Bénin, 2010).

Cependant, le poids de la masse salariale a une influence directe sur la capacité de l'Etat à dégager des ressources pour financer les investissements. C'est pour cette raison que toute coordination de la politique monétaire et celle budgétaire, dans un pays en développement doit s'intéresser à l'évolution de la masse salariale afin d'assurer que cette évolution soit soutenable dans la durée et qu'une comptabilité existe entre politique budgétaire et monétaire. Cette considération justifie, au niveau de l'espace d'intégration que constitue l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine(UEMOA)qui a institué un pacte de convergence, de stabilité et de croissance économique. La mise en œuvre du pacte repose sur des critères de convergence. Parmi ces critères figure le ratio «masse salariale sur recette fiscale» qui est fixé à une norme de 35% que tous les Etats membres doivent respecter. Ce ratio a atteint un seuil critique si bien qu'il a abordé une grande partie des dépenses publiques d'investissements, réduisant ainsi la part du budget réservé aux investissements publics (INSAE, 2011).

Avec un ralentissement de la croissance économique observé à partir de 2002 pour atteindre son plus bas niveau en 2005(2,9%), l'activité économique béninoise est entrée dans une nouvelle phase de croissance depuis 2006(3,8%) pour atteindre un taux de croissance réel du PIB 5% en 2008(INSAE, 2011).

Dans l'optique d'aider le Bénin à mieux redresser son activité économique, nous avons initié notre étude sur le thème «Masse salariale, dépense publique

d'investissement sur la croissance économique au Bénin »En première partie nous allons aborder : comment l'évolutif de la masse salariale a-t-elle une incidence sur l'investissement public au Bénin ? Puis la seconde partie : comment la masse salariale influence-t-elle le taux de croissance économique au Bénin ?

Cette étude à pour but de faire des recommandations qui permettront à l'Etat béninois de maîtriser la masse salariale, afin de ne pas non seulement dépasser les 35% fixé par l'UEMOA, mais aussi de disposer les autres ressources financières.

CHAPITRE I : CADRE INSTITUTIONNEL, THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE

SECTION 1 : CADRE INSTITUTIONNEL DE L'ETUDE

Paragraphe 1 : Présentation de la structure d'accueil et Déroulement du stage

A. Historique

L'actuel Direction de la Gestion et du Contrôle du Portefeuille de l'Etat (DGCPE) a connu plusieurs dénominations à travers le temps et au gré des changements intervenus dans les départements ministériels. Jamais une direction technique à compétence nationale n'aura connu autant de mutations que celle ayant en charge le suivi et l'assistance aux entreprises publiques. En effet, le concept de suivi et d'assistance aux entreprises a été d'abord de la compétence de tout un ministère avant la tenue de la conférence nationale des forces vives de février 1990.

C'est ainsi que de 1981 à 1984, le Ministre de l'Inspection des Entreprises Publiques et Semi-publiques(MIEPSEP) avait eu pour attributions essentielles :

- D'assurer le contrôle permanent de la gestion de toutes les entreprises publiques et semi-publiques à caractère industriel et/ou commercial et de veiller à l'application de tous les textes réglementaires ;
- De mener soit d'office, soit à la demande des autorités publiques, toute enquête et étude se rapportant aux entreprises publiques et semi-publiques ;
- D'apporter son assistance aux entreprises publiques et semi-publiques dans le domaine de la gestion et du contrôle interne en vue de l'amélioration de leur productivité.

En 1984, naîtra le Ministre de la justice chargé de l'inspection des entreprises Publiques et semi-publiques(MJIEPSEP). A ce niveau, le volet "Inspection des Entreprises" s'exerçait par trois (3) direction techniques que sont :

- ✓ La direction de l'audit et de l'assistance aux entreprises (DGAAE)
- ✓ La direction de l'analyse comptable et financière (DACF)
- ✓ La direction du contrôle des entreprises Publiques (DCEP)

Au lendemain de la conférence Nationale et à la formation du Gouvernement de transition en Mars 1990, l'Inspection des Publiques fut carrément détaché de la justice car, de l'avis du chef du Gouvernement de l'époque, « ces deux (2) secteurs n'avaient pas de commun et par conséquent, ne pouvaient être mis ensemble »

En effet, dès l'installation du Gouvernement du renouveau démocratique après les élections présidentielles d'Avril 1991, l'aile Inspection, avant d'être placée sous la tutelle du ministère du Plan et de la Restructuration Economique (MPRE), a été rattachée au Ministère de l'Industrie de l'Energie et des Entreprises Publiques(MIEEP) d'alors .

Les trois (3) directions ci-dessus citées ont été fusionnées en une seule, dénommée Direction du Contrôle et de l'Assistance aux Entreprises Publiques (DCAEP) qui exerçait ces attributions par l'intermédiaire de trois(3) services à savoir :

- ✓ Le Service Audit et Assistance aux entreprises publiques ;
- ✓ Le Service des Etudes et de la Réglementation ;
- ✓ Le Service du Contrôle des Entreprises publiques.

Après les élections d'avril 1996, le département, °Inspection° a été sous la tutelle du Ministère du plan, de la Restauration Economique et de la Promotion et de l'emploi(MPREPE). La direction perdra alors l'une de ses attributions capitales qu'est le contrôle, et prendra la dénomination de la dénomination de « Direction de l'Assistance aux Entreprises Publiques(DAEP) »

La Direction du suivi et de l'Assistance aux Entreprises Publiques(DSARP) prendra la suite de la Direction de l'Assistance aux Entreprises Publiques (DAEP) en novembre 1999, avec l'avènement du Ministère de l'économie et des Finance créé par décret 99-514 du 2 novembre 1999.

Depuis lors, la Direction du suivi et de l'Assistance aux Entreprises Publiques est devenue une direction opérationnelle de la Direction Générale des Affaires Economiques. Mais la constance dans ces différents bouleversements réside dans le suivi de la gestion des Entreprises Publiques, Entreprises Semi-publiques et Offices.

La Direction du suivi et de l'Assistance aux Entreprises Publiques, a poursuivi la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière d'amélioration de la

gestion des Sociétés d'Etats et offices en vue du renforcement de la compétitivité de l'économie nationale et de l'assainissement de nos finances publiques.

Pour ce faire, de nouvelles réformes sont intervenues au sein de la Direction Générale des Affaires économiques au regard des arrêtés n°1102/MEF/DC/SG/SGM/DGE du 31 Août 2005, portant création de la cellule de veille Economique et Financière et 2/MFE/DC/SG/DGEA du 28 Avril 2000, portant Attribution, Organisation et fonctionnement de la Direction Générale des Affaires Economiques. Elles ont de nouveau conduit à une rétribution des attributs et missions par nature et parfois à un changement de dénomination des Directions Techniques. La DSAEP qui apparaît comme un appendice du secrétariat Général du Gouvernement, dans la mesure où une bonne partie des tâches actuellement exécutées s'apparente au toilettage des dossiers relatifs aux entreprises à soumettre au conseil des Ministres pour examen, prend le nom de Direction de la Gestion et contrôle du portefeuille de l'Etat(DGCPE).

Logée à l'aile gauche du 1^{er} étage de l'immeuble, la Direction de la Gestion et de contrôle du portefeuille de l'Etat dispose de douze(12) bureaux qu'occupent (04) cadre et quelques agents dont trois (3) femmes.

B. Mission et attribution de la DGAE/MEF

La Direction Générale des Affaires Economiques est une des directions générale du Ministère de l'Economie et des finances (MEF), comme toute administration elle est au service des usagers, elle est une personne morale dont la raison d'être est de satisfaire l'intérêt général et représentée par des personnes physiques.

D'après l'article 1, conformément aux dispositions de l'article n°74 du Décret n°2008-111 du 12 mars 2008, portant Attributions, Organisation et Fonctionnement du Ministère de l'Economie et des Finances, la Direction Générale des Affaires Economiques est chargée :

- de proposer les mesures de politique économique et financière à court et moyen termes au Gouvernement, d'évaluer leurs effets sur les principales variables macro-économiques et monétaire et de suivre leur mise en œuvre ;

- D'élaborer des rapports périodiques sur la conjoncture économiques ainsi que des informations prévisionnelles sur l'évolution économique et financière du Bénin ;
- d'assurer le contrôle de l'Etat sur les opérations et organismes d'assurance, de proposer des mesures en vue de la promotion du marché national d'assurance et de veiller à la sauvegarde des intérêts des assurés et bénéficiaires de contrats d'assurance ;
- de proposer et de suivre l'exécution de la politique d'intégration économique régionale du Gouvernement ;
- de suivre la gestion et d'assurer le control du portefeuille de l'Etat (entreprises publiques, semi-publiques ou entités assimilées).

Compte tenue des lourdes tâches qui sont assignées, la Direction Générale des Affaires Economiques comprend six directions avec chacune un domaine bien définie, un secrétariat permanent et une cellule que sont respectivement :

- La Direction de la Prévision et de la Conjoncture(DPC)
- La Direction de la Gestion et du Contrôle du Portefeuille de l'Etat(DGCPE) ;
- La Direction de l'Intégration Régionale(DIR)
- La Direction des Assurances(DA)
- La Direction de la Promotion Economique(DPE)
- La Direction de la Gestion des Ressources(DGR)
- Le Secrétariat Permanent du comité National de Politique Economique et du Comité National de Coordination (CNPE/CNC)
- La Cellule de Veille Economique et Financière(CVEF)

Les deux dernières citées sont chargées respectivement l'une :

- de collecter, de centraliser et de mettre en cohérence les données statistiques devant servir dans le cadre de la surveillance multilatérale ;
- d'assurer l'élaboration des rapports périodiques de la surveillance multilatérale ;
- d'assurer l'élaboration des programmes pluriannuels de convergence ;
- de préparer les réunions des comités nationaux et leurs organes

Et l'autre :

- d'analyser les politiques économiques, budgétaires et financières qui sont menées dans les pays de la sous-région ;
- d'examiner l'évolution de l'environnement national, régional et international ;
- de mettre en exergue les menaces stratégiques pour le Bénin ;
- de procéder aux études spécifiques permettant de proposer des mesures ou des actions propres à endiguer ces menaces ;
- d'identifier les opportunités qu'offre l'environnement et de proposer des mesures ou action permettant de les saisir.

La Direction Générale des Affaires Economiques dispose par ailleurs d'un Assistance, d'un secrétariat Particulier chargé de la réception, de la saisie, de l'enregistrement et de l'expédition du courrier confidentiel ainsi que de toutes autres tâches qui lui sont confiées par le Directeur Général ; d'un Service Administratif qui s'occupe de la gestion du courrier de l'ensemble des Direction composant la Direction Générale des Affaire Economiques et d'un Service Information(SI) chargé d'apporter en temps utile, l'assistance voulue par les agents et les services de la DGAE dans :

- le traitement informatique des données, la production des documents statistiques et l'exploitation des applications de la Direction Générale ;
- l'étude, la conception et la mise en place des systèmes informatiques de la Direction Générale
- la maintenance du matériel informatique en bon état de fonctionnement.

Le service informatique travaille en étroite collaboration avec la Direction de l'organisation et de l'information (DOI) du Ministère de l'économie et des finances dans le cadre des études, de la conception et de la mise en place des systèmes informatiques de la Direction Générale. Quant à l'assistant du Directeur Général il exécute les tâches et effectue les missions que lui confie le Directeur Général. Il l'assiste en particulier lors de ses audiences et dans la rédaction de son courrier départ, de ses rapports et comptes rendus.

C. Présentation de la structure d'accueil

Notre stage académique s'est déroulé au Ministère de l'Economie et des Finances précisément à la Direction de la Gestion et du Contrôle du Portefeuille de l'Etat, une des six directions opérationnelles de la Direction Générale des Affaires Economiques. Cette direction comprend :

- ✓ le Service des Etudes et de la Réglementation (SER)
- ✓ le Service de l'Audit (SA)
- ✓ le Service du Contrôle de Gestion (SCG). La Direction de la Gestion et du Contrôle de Portefeuille de l'Etat est chargé entre autre :
 - d'apprécier l'efficacité de la gestion des entreprises publiques et semi-publiques ou entités assimilées par rapport aux normes de gestion arrêtées à l'échelon national ou international
 - de formuler toutes propositions ou recommandations de nature à améliorer la gestion administrative, financière et comptable des entreprises publiques et semi-publiques ou entités assimilées dans lesquelles l'Etat a une prise de participation ;
 - de faire procéder par les ministères de tutelle, aux redressements et corrections découlant des missions d'audit ou du contrôle de gestion ;
 - de suivre le fonctionnement régulier des organes de décision (Conseil d'Administration ou Comité de Gestion), de contrôle ou d'inspection (Audit Interne, Commissariat aux Comptes) et de gestion (Direction Générale, Comité de Direction) des entreprises publiques et semi-publiques ou entités assimilées dans lesquelles l'Etat a une prise de participation ;
 - d'instituer en rapport avec les Ministères de tutelle des entreprises publiques et semi-publiques ou entités assimilées, un système d'information et de documentation sur la gestion des dites entreprises ou entités assimilées dans lesquelles l'Etat a une prise de participation ;
 - de fournir toute assistance technique aux entreprises publiques et semi-publiques ou entités assimilées dans les quelles l'Etat a une prise de participation et ce, pour le compte de l'Etat et du Gouvernement ;
 - d'initier des missions d'audits fonctionnels (Personnel, Trésorerie, cycles Achats-Fournisseurs et Ventes-Clients, Stocks, dotations et reprise d'amortissement ou

- de provision etc....), d'inspection inopinée dans les entreprises publiques et semi-publiques ou entités assimilées dans lesquelles l'Etat a une prise de participation ;
- de suivre la mise en œuvre des recommandations des audits antérieures, celles des commissaires aux comptes et du Conseil d'Administration des entités auditées, assistées et / ou contrôlées dans lesquelles l'Etat a une prise de participation ;
 - de participer au sein de la Commission Technique de dénationalisation, à la préparation et à l'exécution du programme de privatisation ;
 - d'examiner toutes autres questions en rapport avec la vie des entreprises publiques et semi-publiques ou entités assimilées
 - de rendre compte périodiquement et par voie hiérarchique de ses activités au Ministre en charge des finances

Le Service des Etudes et de la Réglementation est chargé :

- de mettre en liquidation, en collaboration avec le comité Technique de dénationalisation(CTD), les entreprises publiques et semi-publiques ou entités assimilées en difficulté et de suivre les liquidations avec le comité des Opération de dénationalisation(COD) ;
- de participer à l'élaboration et au suivi des contrats programmes ;
- de réglementer le secteur des entreprises publiques et par ricochet de cerner davantage la notion de portefeuille de l'Etat (recensement exhaustif des sociétés d'Etat, sociétés d'Economie Mixte, Offices, divers fonds et autres entités assimilées dans lesquelles l'Etat a mis des subventions ou partout où il devient une prise de participation) ;
- de veiller au respect des dispositions législatives à travers l'étude des budgets prévisionnels et des états financiers de synthèse des entreprises publiques et semi-publiques ou entités assimilées ;
- de faire des propositions de nomination par le conseil des Ministres, des Commissaires aux comptes auprès des sociétés d'Etat et offices ;
- de suivre le mandat des membres des Conseils d'Administration et des Commissaires aux Comptes des offices et sociétés d'Etat ;
- de participer aux études relatives à la dénationalisation des entreprises publiques.

Le service de l'Audit est chargé :

- de réaliser des études diagnostiques et des audits fonctionnels ou complets des entreprises publiques et semi-publiques ou entités assimilées avec la collaboration éventuelle des cabinets d'audit nationaux ou internationaux ;
- d'assister les entreprises publiques et semi-publiques ou entités assimilées dans le choix des cabinets d'audit ;
- d'initier des missions d'audit fonctionnel (Personnel, Trésorerie, cycles Achats-Fournisseurs et Ventes-Clients, stocks, dotations et reprises d'amortissements ou de provisions etc....) dans les entreprises publiques et semi-publiques ou entités assimilées ;
- de suivre la mise en application par les entreprises, des recommandations découlant des missions d'audits et de commissariat aux comptes ;
- d'œuvrer à la restructuration et à la dynamisation des directions et services comptables, financiers et d'audit interne des entreprises publiques ;

Le Service du Contrôle de Gestion est chargé de l'assistance aux entreprises publiques dans les domaines ci-après :

- la conception et l'organisation du système d'information de gestion ;
- la conception de la structure de l'Entreprise sur la base d'une décentralisation efficace de l'autorité ;
- le fonctionnement correct du système d'information ;
- l'élaboration des tableaux statistiques et des tableaux de bord ;
- l'installation et /ou le fonctionnement correct de la comptabilité analytique d'exploitation ;
- d'assister les entreprises publiques dans l'élaboration de leurs manuels de procédures ;

Outre ces services, la Direction de la Gestion et du Contrôle du Portefeuille de l'Etat dispose d'un secrétariat Administratif chargé :

- de l'enregistrement du courrier qu'il soumet à l'appréciation du directeur ;
- de la ventilation du courrier, conformément aux instructions du Directeur ;
- de l'expédition du courrier ;
- de la réception et de l'envoi des messages

- de la réception et d'information des visiteurs ;
- de la présentation du courrier au visa ou à la signature du Directeur de la Gestion et du Contrôle du Portefeuille de l'Etat et de toutes autres tâches à lui confier par le Directeur

La DGCPE dispose également d'un bureau des Affaires Administrative et financière chargée sous la supervision directe du Directeur de la Gestion et du Contrôle du Portefeuille de l'Etat :

- de centraliser les besoin matériels de tous les services ;
- de coordonner la gestion des moyens matériels de la Direction et de Les repartir judicieusement entre les différents services
- d'assurer la gestion des stocks de fourniture et de matériel.

Le Bureau des Affaires Administrative et financière travaille en étroite en collaboration avec le Directeur la gestion des ressources de la Direction Générale des Affaires Economiques.

D .Déroulement Du Stage

Notre stage s'est déroulé à la Direction de la Gestion et du Contrôle du Portefeuille de l'Etat, situé au premier étage de l'immeuble DGAE-DGID. Vue le nombre important du stagiaire nous avons été repartit en plusieurs groupe de passage sur toute les semaines selon la durée de notre stage. Nous prenions par aux formations sur les thématiques liées à l'économie ainsi qu'a la déontologie de l'administration.

SECTION 2 : BASE THEORIQUE ET LA REVUE DE LITTERATURE

Dans cette section nous présenterons d'abord la problématique et l'intérêt de l'étude, ensuite les objectifs et les hypothèses.

Paragraphe 1 : Problématique et intérêt de l'étude

Dans ce paragraphe, nous présenterons la problématique puis l'intérêt de l'étude.

A-Problématique

Au Bénin, le traitement des salaires est l'une des préoccupations de l'Etat et constitue un débat entre les syndicats et le gouvernement. Une étude réalisée sur la politique salariale au Bénin par le Fonds Monétaire International (FMI) en mai 2010 a

montré que, la croissance rapide de la masse salariale risque de compromettre la viabilité des finances publiques béninoises. Or toute politique salariale est fonction des ressources disponibles et doit satisfaire les attentes des salariés. Mais malheureusement, il semble que cette politique est pratiquement inexistante au Bénin. Même si elle existe, elle est mal structurée ou mal gérée. Cette situation développe souvent des sentiments de frustration et de révolte des salariés. En avril 2011, pour mettre fin à plusieurs mois de grève de l'Administration des Finances, le gouvernement a décidé de relever immédiatement de 25% le niveau des salaires des fonctionnaires des finances, et progressivement celui des fonctionnaires des autres ministères (DGAE/MEF, 2011). L'incidence financière additionnelle de cette nouvelle mesure pour l'année 2012 est de 8 milliards FCFA environ (DGAE/MEF, 2011). Cette augmentation ne permet pas au Bénin de respecter le critère de convergence de l'UEMOA. En outre, le FMI sur la période 2000 à 2009 avait révélé que la masse salariale du secteur public béninois a augmenté en moyenne 9,6% par an en termes réels, pour une croissance moyenne du PIB réel de 4,2%. Entre 2007 et 2009 la croissance de la masse salariale a accéléré pour atteindre en moyenne 14,7% par an en termes réels. Les recettes fiscales du Bénin, ont été de 500 et de 526 milliards de FCFA respectivement en 2009 et en 2010 avec une masse salariale qui représentait un peu plus de 45% des recettes fiscales, soit 10 points supérieurs au critère de convergence de l'UEMOA qui plafonne ce ratio à 35% des recettes fiscales (FMI, 2009). Malgré le fait que la masse salariale béninoise en pourcentage des recettes fiscales, soit restée longtemps dans la moyenne des pays de l'UEMOA, elle a néanmoins atteint en 2011, un seuil de 47,6% contre une norme de 35%. Autrement dit sur 100 francs de recette fiscale, l'Etat affecte près de 50 francs aux traitements salariaux des Agents Permanents de l'Etat au lieu d'un maximum de 35 francs exigés par l'UEMOA. (FMI, 2009)

Cependant, aux cours des dix dernières années, le taux de la masse salariale rapporté aux recettes fiscales au Bénin a été instable ; il s'est établi de 2001 à 2010 respectivement à 35,16% ; 35,62% ; 38,48% ; 36,04% ; 34,25 ; 36,46% ; 34,21% ; 32,94% ; 30,27% ; 35,00% (BCEAO, 2012), soit 34,84% en moyenne annuelle. Cette performance n'a pas perduré car en 2011, l'on note une hausse de cette masse salariale qui s'établit à 47,6% des recettes fiscales, pour une norme communautaire de 35 %

fixée par le FMI et le ratio investissements/ressources propres est passé de 28,47% en 2010 à 17% en 2011

(BCEAO, 2012), pour une norme fixée à 20%. Avec la hausse sensible de cette masse salariale, le taux d'investissement a considérablement chuté. De même la contribution du secteur privé et du secteur public à la croissance du PIB est respectivement 0,9% et 0,5% en 2003 ; 0,8% et 0,5% en 2008 et -1,0% et 1,4% en 2009. Dans ces conditions de faiblesse des taux d'investissements public et privé, la masse salariale apparaît comme variable importante de la politique budgétaire de la puissance publique (BCEAO, 2012). Ainsi la croissance économique a connu un ralentissement de son rythme. Pour mieux appréhender le lien masse salariale, dépense publique d'investissement sur la croissance économique, nous nous sommes posés des questions de recherche suivantes :

L'évolution de la masse salariale pénalise-t-elle la dépense publique d'investissement sur la croissance économique au Bénin ?

Cette question fondamentale peut être déclinée en deux questions spécifiques.

- L'évolution de la masse salariale a-t-elle une incidence sur l'investissement public au Bénin ?
- Comment la masse salariale influence-t-elle le taux de croissance économique au Bénin ?

B - INTERET DE L'ETUDE

Notre étude permettra à l'Etat Béninois de pouvoir établir l'équilibre entre la masse salariale, dépense publique d'investissement sur la croissance économique afin que l'Etat puisse respecter le critère de convergence de L'UEMOA et aussi disposer des autres ressources financières.

Paragraphe 2 : Objectifs et hypothèses de l'étude

La présente étude repose sur un certain nombre d'objectifs et d'hypothèses qui sont de nature à faciliter la réflexion.

A- OBJECTIFS DE L'ETUDE

-Objectif général

L'étude vise à analyser l'évolution de la masse salariale, dépense publique d'investissement sur la croissance économique.

-Objectifs spécifiques

De façon spécifique, il s'agira :

- ❖ D'analyser l'évolution comparative de la masse salariale à celle des dépenses publiques d'investissement au Bénin
- ❖ Evaluer l'effet de la masse salariale sur la croissance du PIB

B- LES HYPOTHESES DE L'ETUDE

Les hypothèses formulées en vue d'atteindre les objectifs spécifiques sont :

- ❖ La hausse de la masse salariale impacte négativement des dépenses publiques d'investissement au Benin.
- ❖ L'évolution de la masse salariale influence négativement le PIB.

C - REVUE DE LITTERATURE

La revue permet de comparer les opinions de plusieurs auteurs sur le sujet et de procéder à une synthèse. Dans cette revue, nous ferons d'abord une approche conceptuelle suivie des approches théoriques et des discussions empiriques puis enfin nous ferons une synthèse.

Paragraphe 1 : Cadre conceptuel et approche théorique

A- Clarification conceptuelle

Dans cette, nous donnerons une clarification littéraire et selon les courant de pensées économiques les mots clés contenus dans notre mémoire.

a- Notion de Recettes Fiscales

Les recettes Fiscales désignent l'ensemble des revenus générés par le système fiscal d'un Etat, c'est-à-dire par les impôts sur la production et les importations, les impôts courants sur le revenu, le patrimoine et les cotisations sociales. Ce sont donc toutes les recettes réalisées par l'administration fiscale à travers la perception des impôts .Autrement dit, il s'agit des recettes réalisées par la perception et le recouvrement des impôts relatifs aux biens palpables (impôt réel), aux revenus (impôt cédulaire sur le revenu) et enfin l'impôt relatif à la consommation (impôt sur le chiffre d'affaires).

Toute économie a besoin pour son existence des ressources. Ces ressources peuvent être des ressources soit reçues d'une économie étrangère, soit reçues des personnes morales (recettes fiscales et non fiscales). Ces ressources sont appelées « propres » car provenant des personnes physiques nationales (dons, dettes, subventions) ou bien des ressources propres à l'économie l'activité même de l'économie en question. Elles servent de mesure du dynamisme de l'économie. Par ailleurs, la mesure de cette dernière permet non seulement de connaître l'état de santé de l'économie, mais aussi d'apprécier l'autonomie financière et sa capacité à créer la richesse.

b-Notion de masse salariale

La définition du concept et du contenu de la masse salariale au sein des Etats membres de l'UEMOA demeure une préoccupation actuelle. C'est ainsi que, au Conseil des Ministres de l'Union, la commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine a inscrit dans son programme d'activité 2010, la réalisation d'une étude au sein des Etats membres de l'UEMOA.

Pour l'étude, la définition est la suivante : la masse salariale est le cumul des rémunérations brutes des salariés de l'établissement (hors cotisations patronales), les rémunérations correspondent aux salaires et primes des salariés au cours de l'année d'exercice.

Selon le dictionnaire encyclopédique des Finances Publiques de Philip (1991), les salaires sont les rémunérations perçues pour une activité juridiquement subordonnée, exercée au profit d'un employeur privé (Entreprise ou Ménage), d'une Société publique ou de l'Etat. Les pensions représentent la contrepartie de droits acquis à raison d'une activité exercée antérieurement, ou la récompense de services passés. Ce sont donc des moyens qui sont mis à la disposition d'une personne pour assurer son existence.

Par ailleurs le dictionnaire d'économie et des faits économiques et sociaux contemporains de Bialès, Leurion et Rivaud (1999) définit le salaire comme la rémunération d'un travail en contrepartie du travail fourni par le salarié en exécution d'un contrat de travail. Chaque courant de la pensée économique donne un éclairage particulier de la notion de salaire

Pour Marx (1818) dans le capital, le salaire est la rémunération nécessaire à l'entretien et à la reproduction de la force de travail ; il explique les variations du taux de salaire par le taux du chômage (l'armée industrielle de réserve) et la hiérarchie des salaires en opposant le travail simple en travail complexe.

c-Notion d'investissement public

Hirschman (1958) définit les investissements publics comme les « biens et les services qui rendent possible l'activité économique ». Cette définition, particulièrement large, est reprise par Hansen(1965) qui d'après Veganzones, (2000), est le premier à proposer une classification précise. Il distingue : les investissements en infrastructures sociales, dont la fonction est d'entretenir et de développer le capital humain (comme l'éducation, les services sociaux et de santé) et les investissements en infrastructures économiques, dont la caractéristique est de participer au processus productif. De façon plus précise, l'investissement public est la formation brute de capital fixe (FBCF) réalisée par les administrations publiques. On en distingue quatre (04) grands types :

- l'investissement dans les infrastructures, notamment les transports et les réseaux de télécommunication ;
- l'investissement dans le capital humain : c'est-à-dire l'Education, la Formation, et la Santé ;
- l'investissement dans le progrès technique : c'est-à-dire la recherche et le développement
- l'investissement dans les Usines et les Equipements.

L'investissement public s'effectue à long terme et son rendement paraît généralement difficile à identifier. Cette identification est encore plus ardue dans le cas de l'investissement en capital humain.

d-Notion de Croissance Economique

La croissance économique peut être définie comme étant «une augmentation soutenue et durable du niveau d'activité». Pour une économie, cette augmentation concerne plus spécialement la production en volume et elle est mesurée en général par la progression du PIB à prix constant. Pour une entreprise, la croissance se traduit par

une progression de sa taille, donc de ses effectifs, de son chiffre d'affaire, de la part de marché et aussi de ses résultats financiers. Selon la définition plus restreinte de Perroux (1951) dans le dictionnaire encyclopédique des finances, la croissance économique correspond à « l'augmentation soutenue durant une ou plusieurs périodes longues d'un indicateur de dimension ; pour une nation : le produit global net en termes réels ».

Le terme de croissance est donc conventionnellement utilisé par les économistes pour décrire une augmentation de la production sur le long terme. A court terme, les économistes utilisent le terme « expansion » (qui s'oppose à la « récession » ou à la « dépression ». Aussi le concept de croissance est plus restrictif que celui de développement, qui désigne l'ensemble des transformations techniques, sociales et culturelles accompagnant la croissance de la production.

Par ailleurs, la croissance endogène est expliquée par les facteurs économiques internes comme le progrès technique induit, les rendements croissants, le développement du capital humain, le processus d'apprentissage... tandis que la croissance exogène est expliquée par les facteurs essentiellement exogènes (croissance démographique, trend de progrès technique...)

En outre, on parle de la croissance extensive lorsqu'il s'agit d'un mode de croissance dans lequel le rythme d'accroissement de la production s'explique principalement par l'accroissement des facteurs de production et des ressources mobilisées dans la production ; pour l'essentiel, le produit croît parce que les quantités de travail, de capital, de matières premières mise en œuvre croissent. La croissance intensive est quant à elle un mode de croissance dans lequel le rythme d'accroissement de la production s'explique principalement par les progrès de la productivité et procède davantage d'une efficacité accrue dans la mise en œuvre des facteurs de production que de leur mobilisation croissante.

Elle se mesure par le taux de croissance réel du Produit Intérieur Brut (PIB). Le PIB quant à lui se définit selon le manuel de concept de l'INSAE comme étant le total de la production de biens et services destinés à une utilisation finale. Cette production est celle réalisée par les agents non résidents et résidents sur le territoire concerné.

B-LA REVUE THEORIQUE : MASSE SALARIALE ET CROISSANCE ECONOMIQUE

Le salaire est le paiement périodique que reçoit d'une entreprise un salarié, en échange de son travail, conformément à un contrat de travail. C'est donc un processus de marchandage par lequel l'on échange ses compétences contre un salaire. Dans le monde précapitaliste, notamment chez Aristote, le travail salarial est considéré comme indigne. Il pense que l'homme ne doit pas vendre ses compétences pour de l'argent.

C'est après cette période précapitaliste que les économistes ont commencé à mener plusieurs réflexions sur la question de salaire. Pour les néoclassiques, le salaire est le prix d'équilibre qui se fixe sur le marché du travail par confrontation de la demande de travail et de l'offre de travail. La demande de travail est pour les entreprises une fonction décroissante du taux du salaire réel alors que l'offre de travail en est normalement une fonction croissante. L'équilibre se caractérise par l'égalité du taux de salaire réel avec la valeur de la productivité marginale du travail.

Keynes(1936) accepte le principe de cette égalité pour expliquer la demande du travail. Mais, contrairement à l'hypothèse néoclassique, il estime que les salariés sont soumis à l'illusion monétaire. Il en tire la conséquence que c'est le salaire nominal et non le salaire réel qui détermine l'offre de travail, et que ce salaire nominal est rigide à la baisse, alors que les néoclassiques postulent pour une parfaite flexibilité du salaire réel. Pour Keynes(1936), le salaire réel dépend du volume d'emploi et de la demande effective. L'opposition entre les keynésiens et les néoclassiques se prolonge en ce qui concerne l'opportunité d'une variation de salaire pour réduire le chômage : pour les premiers, le salaire est avant tout un revenu et il convient de l'augmenter pour relancer la demande, alors que pour les seconds, le salaire est surtout un coût qu'il faut diminuer pour améliorer la rentabilité des entreprises.

Les théories contemporaines du salaire rompent avec le principe de l'égalité entre le salaire et la productivité marginale et tentent de répondre à trois questions clés : comment se fixe le niveau de salaire ? Pourquoi le salaire est-il rigide ? Comment expliquer la hiérarchie de salaire ? Pour expliquer la rigidité à la baisse des salaires, on cherche le plus souvent à trouver un fondement microéconomique à ce constat macroéconomique, en plus les explications traditionnelles en terme de concurrence imparfaite, des théories comme celle de contrats implicites considèrent

que les rigidités sont la conséquence du comportement rationnel : les salariés acceptent de percevoir en période d'expansion pour être assurés de ne pas subir de baisse de salaire en période de récession. Quant à la hiérarchie des salaires, la théorie du capital humain l'explique par les choix différents que font les individus en matière d'investissement en capital humain.

Cependant pour Weber (1956) , le salariat suppose la liberté (de contracter, de choisir son employeur, de démissionner...). Marx, tout en distinguant nettement le salariat du servage ou de l'esclavage, voit néanmoins dans le rapport salarial, un rapport de production fondé sur l'exploitation et l'aliénation. Il souligne également que : « c'est le salariat qui est l'organisation bourgeoise scellement existante du travail, sans lui, point de capital, point de bourgeoisie, point de société bourgeoise ». En effet pour lui, seul le travail est source de valeur. Le travail est sous payé et les travailleurs sont exploités. Le profit des entreprises trouve son origine dans la différence entre la valeur du travail incorporé dans le produit et la valeur du travail payé. Dans un contexte de diminution des profits liés à des investissements de plus en plus lourds, les entreprises sont incitées à produire de plus en plus. Mais les productions supplémentaires ne trouvent pas de preneurs du fait de la modicité des salaires. Ceci provoque une crise du système capitaliste et l'avènement du socialisme.

Pour Smith(1776) , le prix du travail n'est que dans l'état grossier que le salaire dispose de la totalité du produit qu'il réalise .Dès que l'on est dans une société moderne , il doit accepter de n'obtenir qu'une fraction de ce qu'il produit, le reste servant à payer le fermage à celui qui possède la terre et le profit au capitaliste. Smith (1776) parle de « Salaire de subsistance » qui selon lui permet d'assurer le bien être humain et celui des générations futures, et d'autre part le « minimum vital »perçu comme une variable sociologique (et non comme un phénomène biologique), évolue vers le haut. Car la croissance de la population permet d'accroître la demande qui incite à une grande division du travail et en courage l'accumulation du capital. Tout comme Smith, Ricardo n'estime que le prix du travail et le salaire de subsistance : le travail est, comme toute marchandise, mesuré par son prix de revient. Les variations de la situation du marché du travail ne peuvent pas changer le salaire de subsistance ; plus généralement, les salaires oscillent autour du prix naturel de travail. Seuls les progrès de la productivité du secteur agricole déterminent à long terme le coût du travail. Ces

deux penseurs dans *La Richesse des nations* s'attachent à expliquer les causes de la richesse économique d'une nation. Cette richesse provient de la croissance économique, dont ils s'attachent à dévoiler les déterminants. A cette fin, il aborde dans un premier temps l'analyse de la formation du prix des produits et la fixation du taux de salaire. Pour effectuer le partage entre salaires et profits, il faut se référer à la théorie du salaire de subsistance que nous avons étudiée avec Adam Smith, mais qui est reprise par Ricardo.

La théorie de la répartition repose sur trois éléments : le salaire rémunérant le travail, la rente récupérée par les propriétaires fonciers, et l'intérêt allant aux capitalistes.

Pour Malthus, le travail est rémunéré par le salaire qui ne peut être qu'inférieur au niveau de subsistance et qui lorsqu'il est supérieur entraîne une expansion démographique. Celle-ci à son tour détend la situation sur le marché du travail, ramenant le salaire à son niveau de la subsistance. Ce mécanisme de régulation par la démographie détruit l'accumulation du capital et entraîne la stabilisation de l'ensemble du système économique : C'est l'état stationnaire

Toutes ces réflexions basées sur le caractère théorique de la notion du salaire nous montrent à quel point la question de la masse salariale a fait l'objet de plusieurs débats au sein des économistes. Ceci souligne encore une fois le caractère important de la masse salariale dans le processus du développement économique.

Bien que nous soyons conscients de l'importance de la masse salariale, il convient toutefois de rappeler que son évolution ne saurait être sans effets sur les investissements publics et donc sur la croissance économique. A ce niveau de notre étude, il nous paraît évident de faire ressortir le lien qu'il y a entre les investissements publics et la croissance économique, tel qu'il est abordé dans la littérature économique.

Les relations entre l'investissement public et la croissance économique ont été amplement discutées dans la littérature économique. La prise en compte des investissements

publics dans les modèles récents de croissance montre toute son importance bien que son efficacité ne fasse pas l'unanimité au sein des économistes. Cette importance grandissante qu'a suscitée l'investissement public a donné naissance à

une quantité impressionnante de travaux de recherche où l'on a exploré le lien existant entre l'investissement public et la croissance économique.

Pour Mills et Quinet (1992), les possibilités de substitution entre dépenses privées et dépenses publiques laissent place à des phénomènes d'éviction par la dépense publique. Outre les effets d'éviction macroéconomiques habituel (hausse du taux d'intérêt, appréciation du taux de change, inflation lorsque l'économie est en plein emploi), une augmentation de la dépense publique peut induire des comportements de substitution des agents privés.

Toutefois, Aschauer et Lâcher (1998), dans une argumentation plus nuancée, montrent que l'impact des dépenses publiques sur l'investissement privé dépendrait du degré de complémentarité ou de substituabilité entre les deux composantes de l'investissement. Autrement dit, la nature du lien entre l'investissement public et l'investissement privé est indéterminée.

La divergence des conclusions dans le cadre théorique montre que les dépenses publiques peuvent stimuler l'investissement privé tout autant qu'elles peuvent l'évincer. En conséquence, la nature du lien existant entre les dépenses publiques et l'investissement privé dépend de plusieurs facteurs propres à l'économie du pays considéré mais aussi de leur composition. En effet, les dépenses publiques constituent un instrument privilégié de relance économique, particulièrement dans les pays en développement. Mais leur impact dépend également de leur structure, c'est-à-dire la décomposition entre les dépenses courantes et les dépenses des investissements. Les dépenses courantes de nature improductives, peuvent avoir un effet négatif sur la croissance tandis que l'impact des dépenses d'investissement, surtout en infrastructure est généralement positif.

Pour Arrow et Kutz (1970), l'investissement privé correspond au taux d'épargne, qui est une fonction du revenu disponible. Par rapport au modèle de Solow, celui-ci est amputé du taux d'imposition. L'investissement public est égal au produit des impôts, lui-même proportionnel à l'investissement privé. En régime permanent, le taux d'imposition a deux effets contradictoires. D'une part, il conduit à une baisse de l'épargne liée à la diminution du revenu disponible, et donc de celle du capital engendrée par l'éviction de l'investissement privé. D'autre part, l'accroissement des

infrastructures qu'il favorise, entraîne une augmentation de la productivité des facteurs privés, et donc de l'investissement.

Dans ces conditions, les infrastructures sont à l'origine de la croissance économique non bornée. Les dépenses publiques étant financées par une taxe sur le capital et le travail, toute augmentation de l'investissement privé se traduit automatiquement par un accroissement de l'investissement public qui empêche la productivité marginale du capital privé de diminuer. Ce taux d'imposition joue néanmoins un rôle contradictoire, en diminuant dans le même temps la rentabilité du capital privé et en décourageant l'investissement. Cette situation aboutit à un taux de croissance de l'économie sous-optimal, lié au fait que les entreprises prennent l'investissement public comme donné. Elles ne perçoivent pas en effet l'externalité bénéfique que constitue leur investissement sur celui de l'Etat et donc sur la rentabilité de leur capital.

Barro et Sala-I-Martin (1995), considèrent que l'investissement public englobe toute une série de dépenses en capital, qui ne peuvent pas toujours être considérées comme productives pour le secteur privé. C'est le cas de celui des entreprises d'Etat du secteur concurrentiel ou des dépenses militaires. En outre, l'investissement public en tant que tel n'est pas toujours recensé dans certains pays, pour lesquels on substitue parfois les dépenses publiques totales.

L'analyse du rôle de l'Etat dans la sphère économique, notamment de l'impact des dépenses publiques sur la croissance, a cependant connu des développements importants à partir des années 1980 avec les théories de la croissance endogène. Le modèle de Romer (1986) analyse les sources de la croissance en tenant compte de l'impact des dépenses d'investissement du secteur public, notamment en capital. Ses travaux ont été enrichis par ceux de Barro (1990) dans lesquels les infrastructures publiques, comme les réseaux routiers, l'éclairage urbain et la sécurité, favorisent la croissance économique, compte tenu des externalités positives qu'elles engendrent en faveur des agents privés.

Ces auteurs distinguent trois types d'objectif d'investissement public. Dans un premier cas, les pouvoirs publics fixent le ratio de capital public par rapport au PIB. La résolution du modèle fait alors apparaître une dynamique de croissance à long terme

déterminée par l'investissement privé, lui-même fonction positive du niveau de capital public. Dans les deux cas suivants, les autorités se fixent un objectif, soit de taux de croissance du capital public, soit de ratio d'investissement public au PIB. C'est alors le taux de croissance du capital public qui détermine le taux de croissance d'équilibre de l'économie. Le ratio capital privé sur capital public s'ajuste alors lentement à son niveau de long terme, l'investissement privé augmentant continuellement du fait d'une productivité marginale plus élevée en présence d'un investissement public accru. Along terme, le taux de croissance de l'investissement privé est supérieur. Il égale celui de l'investissement public.

Ainsi, Barro (1981) et Aschauer (1989) quant à eux considèrent que les dépenses publiques peuvent rentrer soit dans la fonction de production des entrepreneurs, soit dans la fonction d'utilité des consommateurs. Tandis que dans la première hypothèse la substitution entre dépenses publique et privée est vraisemblablement forte, dans la seconde en revanche, la dépense publique est essentiellement complémentaire à la dépense privée.

Dans ces conditions, les effets habituellement décrits d'une hausse de la dépense publique s'en trouvent modifiés. Alors qu'une hausse des dépenses rentrant dans la fonction d'utilité des consommateurs a vraisemblablement un effet multiplicateur faible et des effets de substitution. Une hausse des dépenses rentrant dans la fonction de production privée, peut accroître la profitabilité marginale du capital et donc stimuler l'investissement au lieu de l'évincer.

Les analyses effectuées par les auteurs ont permis de montrer que pour doper la croissance économique, les pays devraient non seulement accroître le ratio investissement privé/ PIB, mais aussi assurer les services publics essentiels, notamment l'établissement et l'entretien des infrastructures de base, la mise en valeur des ressources humaines et la promotion du développement social. En outre, les résultats ont permis de conclure qu'une réduction du ratio déficit global des finances publiques /PIB provenant d'une rationalisation des dépenses courantes pourrait stimuler sensiblement la croissance.

Paragraphe 2 : discussions empiriques

A- LA REVUE EMPIRIQUE

Le problème de la contribution de l'investissement public sur la croissance n'a pas fait uniquement l'objet des études théoriques. Plusieurs chercheurs se sont attelés à démontrer de façon empirique le caractère productif de l'investissement public, que ce soit dans l'infrastructure physique ou dans l'investissement social (éducation, santé etc...). Certains ont cherché à déterminer l'impact statistique d'un changement de stock de capital public sur la performance économique. D'autres, pensent que la complémentarité du capital public et du capital privé tend à générer une plus grande croissance économique. Les recherches empiriques sont nombreuses. La plupart des auteurs cherchent à déterminer l'importance des infrastructures publiques (construction des routes, des chemins de fer...) pour la capacité productive du secteur privé, sur ses coût de production, et sur son niveau de profitabilité. L'effet du capital public et privé a été mis en exergue par des estimations qui reposent sur la fonction de production de type Cobb-Douglas.

Passons à présent en revue les différents travaux empiriques abordés par les auteurs.

a- Les travaux d'Aschauer, Khanam et de Munnell

Aschauer (1989c) modélise un système de deux équations dans lequel l'investissement public explique, d'une part, l'investissement privé, et d'autre part, la rentabilité de cet investissement. Ce système qu'il teste sur des données agrégées Américaines de 1953 à 1986 fait apparaître un phénomène d'éviction de l'investissement public sur l'investissement privé, néanmoins compensé par un effet Indirect d'entraînement de l'investissement privé lié à l'accroissement de la rentabilité de cet investissement induit par l'investissement public.

L'analyse économique de Helms (1985) aboutit aux mêmes conclusions, ainsi que celle d'Argimon et alii (1995). Sur un panel de 14 pays de l'OCDE, l'estimation du modèle pour les Etats-Unis sur la période 1953-1986 amène Aschauer aux conclusions suivantes :

- ✓ à court terme l'investissement public évince l'investissement privé (avec un coefficient de -0,99) ;

- ✓ à moyen terme une croissance de 1% du stock de capital public améliore de 0,09 points la rentabilité du capital privé. Ce second effet fait plus que compenser au bout de 4 ans l'effet d'éviction initiale.

En outre, il constate que l'accumulation du capital public exerce un effet positif important sur l'investissement privé. Ses conclusions semblent indiquer qu'une stratégie active d'investissement public peut aider la croissance. De même il affirme que si l'investissement public est effectué dans les domaines où le secteur public est en concurrence avec les entreprises privées, il est fort probable qu'il les évince. Si par contre l'investissement public est destiné à développer et entretenir les infrastructures publiques, et à fournir des services collectifs, il aura vraisemblablement un effet stimulant sur l'investissement privé.

À la suite des travaux d'Aschauer, d'autres chercheurs ont entrepris des études pour confirmer ou réfuter son estimation des répercussions des dépenses publiques d'investissement sur la productivité. Munnell A. (1990) fait partie des auteurs à avoir appuyé les constatations d'Aschauer. Pour résoudre le problème posé dans la spécification de Aschauer, elle utilise plutôt des séries chronologiques groupées (données de panel), elle désagrège aussi l'infrastructure publique en infrastructure de base (route, réseaux d'adduction d'eau et d'égouts) et en « autres infrastructures » et examine séparément l'incidence de ces deux types d'infrastructures. À l'issue de son analyse, elle trouve que l'élasticité de la production par rapport au capital public est de l'ordre de 0.31, légèrement inférieur au résultat d'Aschauer (1989b). Plusieurs études empiriques basées sur une fonction de type Cobb-Douglas ont donc été réalisées pour rendre compte du caractère productif de l'investissement public.

Munnell (1990) utilise également des données de séries chronologiques agrégées et une fonction de production Cobb-Douglas tout en supposant aussi des rendements d'échelle constante pour tous les intrants. Mais, au lieu du ratio production/capital privé, elle utilise la productivité du travail plus connu (c'est-à-dire le ratio production/travail) comme variable dépendante. Elle confirme le résultat d'Aschauer selon lequel le capital public a vraiment sa place dans la production.

Ensuite, ce sont les travaux de Khanam (1996) qui examinent le lien entre le capital routier et la production économique dans le « secteur de la production de biens

» de l'économie. Elle estime également une fonction de production Cobb-Douglas et une fonction de production translog à l'aide de 10 séries de données provinciales correspondant aux années 1961 à 1994. Les principaux résultats obtenus indiquent des élasticités de l'ordre de 0,09 à 0,17.

Khanam (1999), pour une deuxième fois au Canada, examine les effets du capital routier sur la productivité du travail en utilisant une fonction Cobb-Douglas et une fonction translog avec des données de séries chronologiques agrégées. Les résultats ne diffèrent pas beaucoup de ceux obtenus par Aschauer. Par exemple, l'élasticité de la production par rapport au capital routier est de 0,47 (statistiquement significative) dans une fonction Cobb-Douglas sans contraintes.

b- Les travaux de TATON, KHAN, ANA, LEE et autres sur le lien existant entre l'investissement (privé et public) sur la croissance

La vraisemblance et la rigueur des résultats d'Aschauer et les études apparentées ont, néanmoins, fait l'objet d'un nombre de travaux critiques important. Taton (1993) s'insurge du caractère excessif de l'impact du capital public estimé par Aschauer et pense que la productivité marginale du capital public est d'autant plus gênante, que cette productivité serait deux fois plus forte que celle du capital privé. Autrement dit, la productivité marginale des investissements privés et public différents.

Diagne, Kane et al. (1998) dans une étude sur la croissance économique au Sénégal, trouvent un effet positif significatif du taux de croissance des investissements publics, sur le taux de croissance du PIB. Ils concluent que, la croissance économique peut être stimulée par des politiques économiques qui encouragent les investissements publics.

Cependant, Blejer et Khan (1984) ont démontré que l'investissement privé est positivement lié à la variation du PIB réel anticipé dans 24 pays en développement. L'étude montre que l'investissement privé est influencé par le trend du niveau de l'investissement public représentant chez les deux auteurs l'investissement public en infrastructure.

En revanche, la déviation de l'investissement public autour de sa tendance affecte négativement l'investissement privé. Comme l'interprètent Greene et

Willaunueva (1991), ces résultats suggèrent qu'il existe une complémentarité à long terme et une substituabilité courte terme entre l'investissement public et l'investissement privé en ce sens qu'une augmentation à court terme de l'investissement public semble évincer l'investissement privé.

Toutefois, au Nigéria, Lee et Ana (1992) ont trouvé que le manque d'infrastructure notamment pour le secteur de l'électricité et des transports, constituait une contrainte majeure pour les entreprises nationales et étrangères. Mobilisant des séries de données chronologiques, Rodrigue KUITCHA KWANDJEU (2005) a également montré l'impact positif qui ont les infrastructures de transport sur la croissance économique au Cameroun. L'élasticité du capital public ainsi trouvé est de l'ordre de 0,19.

SECTION 3 : METHODOLOGIE DE L'ÉTUDE

Il sera question dans cette partie de présenter le modèle conceptuel pour la vérification des hypothèses, la technique de validation des hypothèses et les types de données collectées avec leurs sources puis les méthodes d'analyse et d'estimation.

Paragraphe1 : Cadre de référence et présentation du modèle.

A- Base Théorique

Après avoir passé en revue empirique le lien entre le capital public et privé d'une part et d'autre part leur rôle dans le processus de la production, il est important de souligner aussi le rôle de certaines variables sur le PIB.

Plusieurs auteurs ont prouvé à travers leurs travaux que les faibles performances de croissance économique des pays Africains s'expliquent par la dégradation de certaines variables de politique économique telles que : le facteur travail (population active), l'ouverture au commerce international, l'épargne, et les dépenses publiques (masse salariale). En effet, de nombreuses études ont estimée l'importance du capital humain dans la croissance, mais rares sont celles qui évaluent l'effet de son accumulation. Pour analyser la contribution du capital humain dans la croissance, les auteurs incluent le niveau du capital humain (et non son accumulation) dans leur régression de la croissance (par exemple Paul Romer1990, DeGegorio et Lee, 2003). En ce qui concerne l'effet de l'accumulation du capital humain sur la croissance

économique Andreosso-O'Gallaghan (2002) présente un travail économétrique utilisant données panel pour les années 1980, 1990 et 1997, portant sur 10 pays d'Asie. Au terme de son travail économétrique, l'auteur trouve que le capital humain (est approximé par le taux d'alphabétisme ou de scolarisation) joue un rôle essentiel dans la production, et donc sur la croissance en approximant le capital humain par le nombre d'années d'étude de la population active. Certains auteurs comme Aghion et Cohen (2004) trouvent également que l'accumulation de ce facteur affecte positivement la croissance. On estime enfin que l'intervention de l'Etat exerce des effets sur le taux de croissance à long terme de l'économie, à travers les services publics notamment les dépenses d'éducation et de santé, la garantie des droits de propriété que constitue le capital humain. Quant à l'importance du degré d'ouverture sur la croissance il a été mis en évidence par Fränkel et Romer (1999). Ils utilisent une méthode à variable instrumentale incluant des caractéristiques géographiques, et confirment que le commerce international a un impact important et significatif sur la croissance. La théorie économique montre également que l'ouverture au commerce international affecte la croissance car elle stimule l'allocation optimale des ressources et crée les conditions d'une meilleure concurrence. La théorie économique nous enseigne que l'épargne est totalement investir et par conséquent ses deux agrégats sont égaux. Le faible niveau de l'épargne nationale déprime donc l'investissement et la croissance. La théorie économique de Keynes souligne par le biais de son multiplicateur l'importance de l'accroissement des dépenses publiques dans l'accroissement du revenu.

B- Forme fonctionnelle

a-Présentation du modèle

Pour capter les effets des investissements publics sur la production, Aschauer (1989) ajoute aux intrants habituels d'une fonction de production une variable (S) qui permet de mesurer les réserves de capital destinées aux infrastructures publiques (ou stock de capital public). A l'aide des séries chronologiques, il a pu estimer la fonction de production du Cobb-Douglas : $Y_t = F(K_t, L_t, S_t) = AK_t^\alpha L_t^\beta S_t^\gamma(a)$

Y : représente le niveau de production

K : le stock de capital privé

L : le facteur travail

S : le stock de capital public considéré ici comme les dépenses gouvernementales (la masse salariale).

α, β, γ : sont des paramètres d'élasticité de la production par rapport aux différents stocks et t le temps. Supposons que :

K : représente l'investissement privé d'une économie, **S** investissement public et **L** le facteur travail. En nous inspirant des travaux empiriques d'Aschauer, nous avons retenu le modèle suivant :

$$PIB = A (IVPRIV) (PA) (IVPU) \quad (b)$$

Dans cette forme fonctionnelle, A peut être considérée comme la productivité des facteurs puisqu'elle donne pour un niveau d'utilisation des facteurs (travail et capital), l'efficacité productive. Les variables citées plus haut peuvent agir sur elle. Mais compte tenu des contraintes de disponibilité de données, il n'a été possible d'en retenir qu'une seule variable. Il s'agit : du taux d'ouverture. De ce fait A est développé de la manière suivante :

$A = A_0 e^{\lambda t}$. En remplaçant l'expression $A = A_0 e^{\lambda t}$ dans (b) on obtient le modèle économique suivant :

$$PIB = A_0 e^{\lambda t} (IVPRIV) (PA) (IVPU) \quad (c)$$

A partir de cette fonction il sera mis en place un modèle à estimer après différentes étapes. Pour cela il est important de linéariser cette fonction par translog afin d'obtenir les élasticités et semi élasticité à travers les coefficients. On obtient donc le modèle qui suit :

$$\log PIB_r = \log(A_0) + \lambda TO + \alpha \log(IVPRIV) + \beta \log(PA) + \gamma \log(IVPU) + \varepsilon \quad (d).$$

La base théorique nous a permis de prendre en compte certaines variables qui ont d'effet sur le PIB. Ainsi du cadre de référence et à partir de l'équation (d) nous avons retenu pour l'étude le modèle suivant :

$$\log(PIB_r) = C + \lambda TO + \alpha \log(IVPRIV) + \beta \log(PA) + \gamma \log(IVPU) + \mu \log(MS) + \varepsilon$$

Avec $C = \log(A_0)$, \log le logarithme naturel des variables. Cette transformation va nous permettre d'appliquer les techniques de Co-intégration. $\alpha, \beta, \gamma, \mu$ et δ sont des élasticités par contre λ est une semi élasticité ; ε est le terme d'erreur.

b-Rôle et types des variables.

✓ Variable expliquée

Le produit intérieur brut (PIB) : Elle représente la croissance économique

✓ Variables explicatives

Les variables explicatives sont multiples et diverses. Elles se dégagent de la revue de littérature et du cadre de référence. Les variables explicatives retenus dans le cadre de notre étude sont :

IVPRIV : Volume d'investissement privé, le terme d'investissement privé est utilisé pour désigner l'investissement des entreprises et des ménages. Pour l'entreprise, l'investissement consiste à engager du capital (privé) dans le processus de production, tandis que pour les ménages l'investissement consiste à l'achat de logements.

IVPU: La notion de l'investissement public fait référence à la mesure publique, réalisée par les Etats. Il représente aussi une grandeur clé de l'économie d'un pays. Il représente également une part importante du PIB.

MS : La masse salariale est un terme désignant des réalités variables. Son sens peut être changé selon le contexte dans le quel il est employé. Elle traduit dans le cadre de notre étude le poids de charge de fonctionnement dans le budget général de l'Etat. Elle constitue également une dépense publique de l'Etat. Son rôle dans le modèle est de voir son effet sur la croissance économique.

TO : Taux D'ouverture encore appelé degré d'ouverture, il mesure la place que tient le reste du monde (RDM) dans l'économie d'un pays. Il mesure également le ratio de l'exportation plus importation sur le PIB ; le niveau de la contrainte extérieure et s'évalue par de multiples éléments significatifs et informatif du degré d'échange d'une économie avec le reste du monde.

PA : La quantité de travail fournie dans une économie est proportionnelle à la population active ; cette dernière est supposé influencer positivement sur la production, avec un effet de seuil, du fait des rendements marginaux décroissants.

❖ Source des données

Les données utilisées dans le cadre de notre étude sont des données secondaires. Ces données ont été collectées auprès des sources suivantes: La BCEAO, DGAE,

INSAE et MEF. Compte tenu de la disponibilité de chacune des variables de l'étude, les données vont de 1983 à 2013, soit 30 observations, ce qui donnera un sens à notre estimation.

Paragraphe2 : Méthodologie d'estimation et stratégie de vérification des hypothèses de l'étude.

A- Méthodologie d'estimation

La méthode des moindres carrés ordinaires (MCO), nous permettra de mener des estimations sur le modèle de l'étude. Aussi, des tests de diagnostic (spécification) et validation des hypothèses seront effectués pour l'analyse des résultats.

❖ Tests de diagnostic et de validation du modèle

✓ Test de diagnostic du modèle

- Test de stationnarité : Une série chronologique est stationnaire si elle ne comporte ni tendance, ni saisonnalité et plus généralement aucun facteur évoluant avec le temps. En outre un processus stochastique est stationnaire si et seulement si sa moyenne est une constante ; la variance finie dans le temps et la valeur de covariance entre deux périodes ne dépend pas du temps, mais des écarts entre les observations.

Si une série est non stationnaire, la différencier peut la convertir en série stationnaire. Pour vérifier les stationnarités des séries ou non des variables et leur degré d'intégration il faut réaliser le test de présence de racine unitaire. ADF (Dickey-Fuller- Augmenté) est un test de présence de racine unitaire.

Les hypothèses du test sont :

- H0 : Présence de racine unitaire (Processus non stationnaire)
- H1 : Absence de racine unitaire (processus stationnaires)
- Test de Co-intégration : Un autre test à réaliser lorsqu' on travaille avec des séries temporelles est celui de la Co-intégration. Le but de ce test est tendance de détecter si les variables possédant une racine unitaire ont une stochastique commune. Si tel est le cas, il existe une relation d'équilibre de deux variables

provenant de séries non stationnaires qui est quant à elle stationnaire. Un test simple à utiliser est le test en deux étapes d'Engel et Granger (1987) qui est requise lorsque les séries sont intégrées de même ordre et celle de Johansen SOREN (1988- 1991) qui est requise quand l'ordre d'intégration des séries diffère. Un modèle à correction d'erreur (MCE) est envisageable, si le test de Co-intégration est vérifié. Ce type de modèle permet d'intégrer le court terme autour d'une relation de long terme.

✓ Test de validation

- Qualité de la régression : La statistique R^2 nous permettra de juger la qualité de l'ajustement globale du modèle.
- Test de student : Le test de student permet de voir si les coefficients associés à chaque variable expliquent la variable dépendante. Dans la pratique, si la valeur de student calculé est supérieure à la valeur lue ou la probabilité du coefficient est inférieure à 5% alors la variable explicative est significative.
- Test de Fisher : Il nous permet de voir si le modèle est globalement bon (significatif). Pour cela on compare la valeur de la probabilité associé à la F-statistic fournie par le logiciel à 5%. Si cette valeur est inférieure 5% alors on conclut que le modèle est globalement bon
- Test d'auto-corrélation des erreurs : Il s'agit de tester si l'erreur est indépendante d'une période à une autre. Pour cela on utilise le test de Breush Godfrey et celui de Durbin-waston (DW). Les hypothèses sont :

H_0 : Les erreurs sont non auto-corrélées

H_1 : Les erreurs sont auto- corrélées

L'hypothèse de non corrélation des erreurs est acceptée si la probabilité est supérieure au seuil critique de 5%.

➤ Test de normalité des erreurs

L'hypothèse de normalité d'erreurs joue un rôle essentiel pus qu'elle permet de réaliser l'inférence statistique. C'est le test de Jarque Bera (1981) qui est utilisé pour vérification des hypothèses qui sont :

- H_0 : Les erreurs suivent une loi normale
- H_1 : Les erreurs ne suivent pas une loi normale.

On accepte H_0 de normalité des erreurs si la probabilité associée à la statistique de JB est supérieure à 5% .

✓ Test d'Hétéroscedasticité

C'est le test de white qui est utilisé pour la vérification des hypothèses. Les hypothèses du test sont :

- H_0 : Homoscédasticité des erreurs
- H_1 : Hétéroscedasticité des erreurs

Lorsque la probabilité associée à la F-statistic est supérieure à 5%, on accepte l'hypothèse d'Homoscédasticité des erreurs. En effet, l' Homoscédasticité des erreurs suppose que la variance de l'erreur est une constante et n'est pas liée à la valeur de la variable explicative.

✓ Test de Ramsey

Le but de ce test est d'apprécier la forme spécifique du modèle. En effet, il se fait en introduisant une variable fictive dans le modèle. Si cette variable fictive est significative (probabilité inférieure à 5%), alors il a omission de variables importantes et par conséquent le modèle est mal spécifié (H_1). Dans le cas contraire (probabilité supérieure à 5%), le modèle ne souffre d'aucune omission de variables importantes. D'où la bonne spécification (H_0).

- H_0 : Le modèle est spécifié
- H_1 : Le modèle est mal spécifié

✓ Test de stabilité de CUSUM

Le test de « CUSUM » permet de déterminer les éventuelles instabilités structurelles. Ces éventuelles instabilités peuvent refléter des phénomènes ponctuels dans le temps. Pour vérifier si le modèle est stable, on utilise le test de CUSUM carré. Les hypothèses du modèle sont :

- H_0 : Le modèle est stable
- H_1 : Le modèle est instable

Le critère de décision est la suivante : Si la courbe reste dans le corridor, les coefficients du modèle sont stables (H_0). Dans le cas contraire ils sont instables.

B- Stratégies de vérification des hypothèses d'étude

La vérification de nos hypothèses formulées se fera dans un premier temps à l'aide d'un graphe et dans un second temps, à partir d'analyse des résultats fournis par le logiciel. L'hypothèse 1 sera validée si les dépenses publiques d'investissements évoluent dans le sens contraire que la masse salariale. L'hypothèse 2 quant à elle sera validée si et seulement si le coefficient associé à la variable masse salariale (μ) est significativement inférieure à 0.

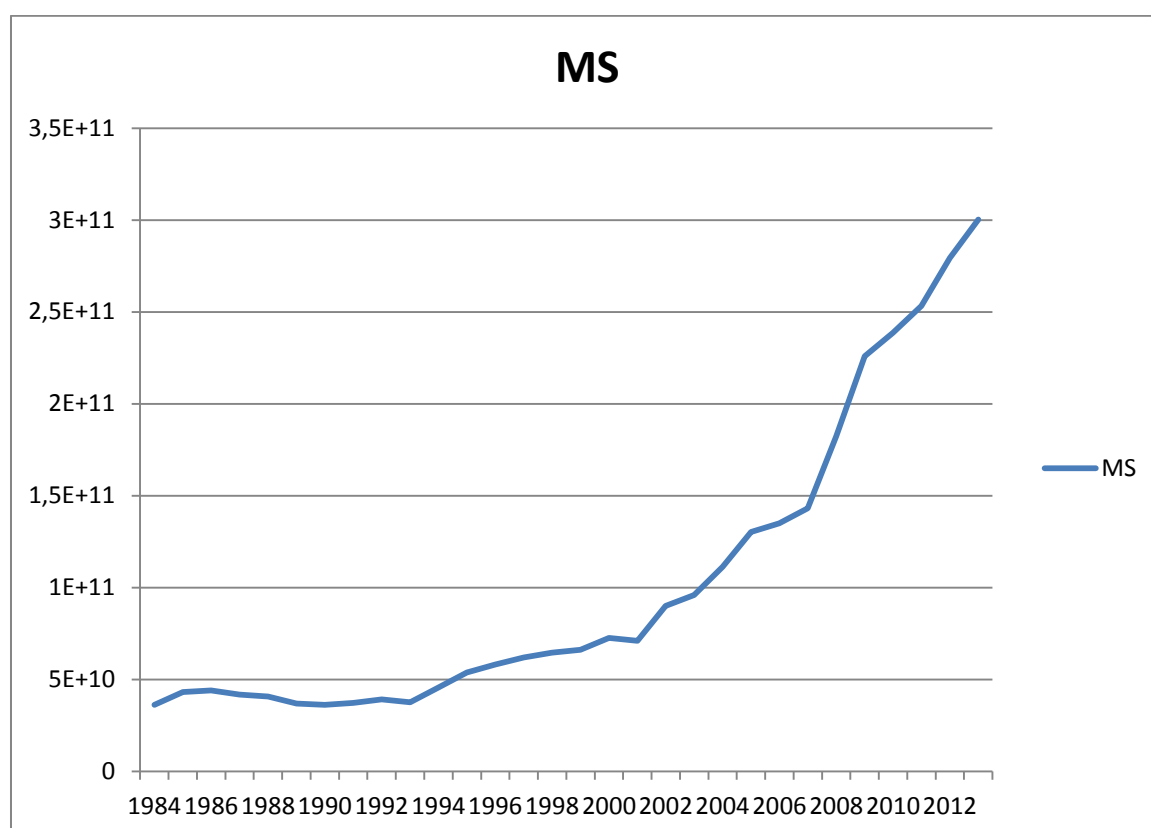
CHAPITRE II : CADRE DE PRESENTATION ET D'ANALYSE DES RESULTATS

SECTION1 :APERCU DES VARIABLES BUDGETAIRES ET ECONOMIQUES

Paragraphe1 : Analyse de la masse salariale et des recettes fiscales.

❖ Masse salariale au Benin

Graphique1 : Evolution de la masse salariale de 1984 à 2013 au Bénin



Source : DGAE/DGB/MEF/UEMOA, 2013

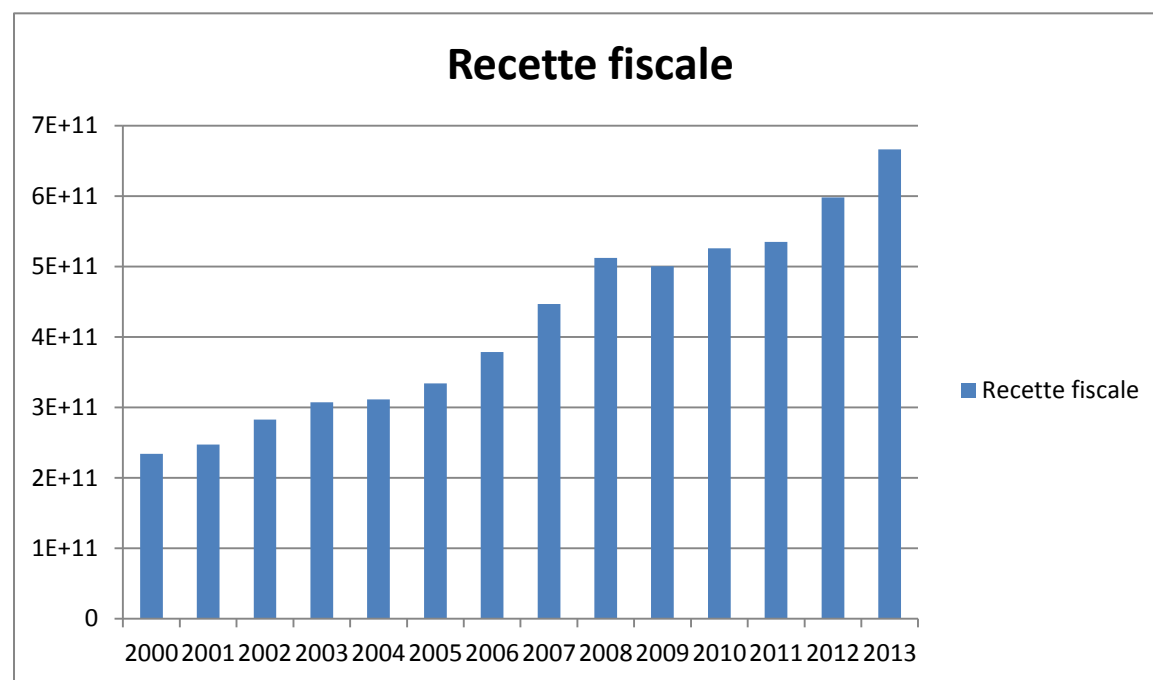
Le graphique montre une progression plus ou moins faible de la masse salariale de (1984 à 1992) ; De 1993 à 2006 on remarque une progression importante mais qui de 2007 à 2013 a connu une hausse très considérable de la masse salariale. Cela peut s'expliquer par :

- Un recrutement massif des travailleurs
- L'augmentation des salaires des fonctionnaires de l'Etat (en Avril 2012 il y a eu une augmentation de 25 points sur le salaire des fonctionnaires) grâce à une lutte syndicale et de diverses négociations entre syndicats et gouvernements.

- L'évolution du point indiciaire qui fait croître le salaire de base et par conséquent la masse salariale.

❖ **Recette fiscale au Bénin**

Graphique2: Evolution de la recette fiscale de 2000 à 2013 au Bénin



Source : DGAE/DGB/MEF, 2013

L'analyse de la figure révèle que les recettes fiscales béninoises ont connu un accroissement de 2000 jusqu'à 2007, année à partir de laquelle on a remarqué une augmentation des recettes fiscales et une légère chute en 2008 avant de croître à nouveau progressivement.

Cette performance s'explique par les réformes structurelles d'ordre législatif et administratif qui ont été initiées par le gouvernement. A titre d'exemple, nous avons le taux de pression fiscale qui était d'environ 14% sur la période.

La période 2008-2013 a été généralement marquée par une augmentation du niveau des recettes fiscales, à cause du fait que plusieurs actions aient été engagées pour l'amélioration des performances des régies financières. Il s'agit entre autres :

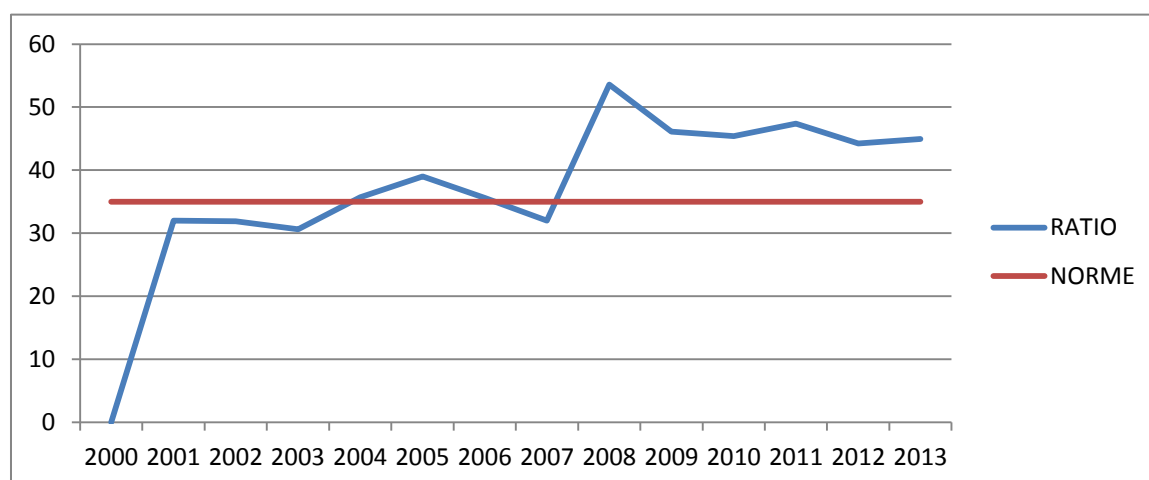
- du suivi plus rigoureux de la valeur des importations et une meilleure gestion des exonérations ;
- de l'exploitation judicieuse de SYDONIA et de la

simplification des procédures d'enlèvement à la recette du Port de Cotonou ;

- du renforcement des mesures de lutte contre la fraude au niveau des frontières terrestres.

❖ Masse salariale en pourcentage de la recette fiscale

Graphique3 : Evolution du ratio « Masse salariale sur recette fiscale » au Bénin de 2000 à 2013



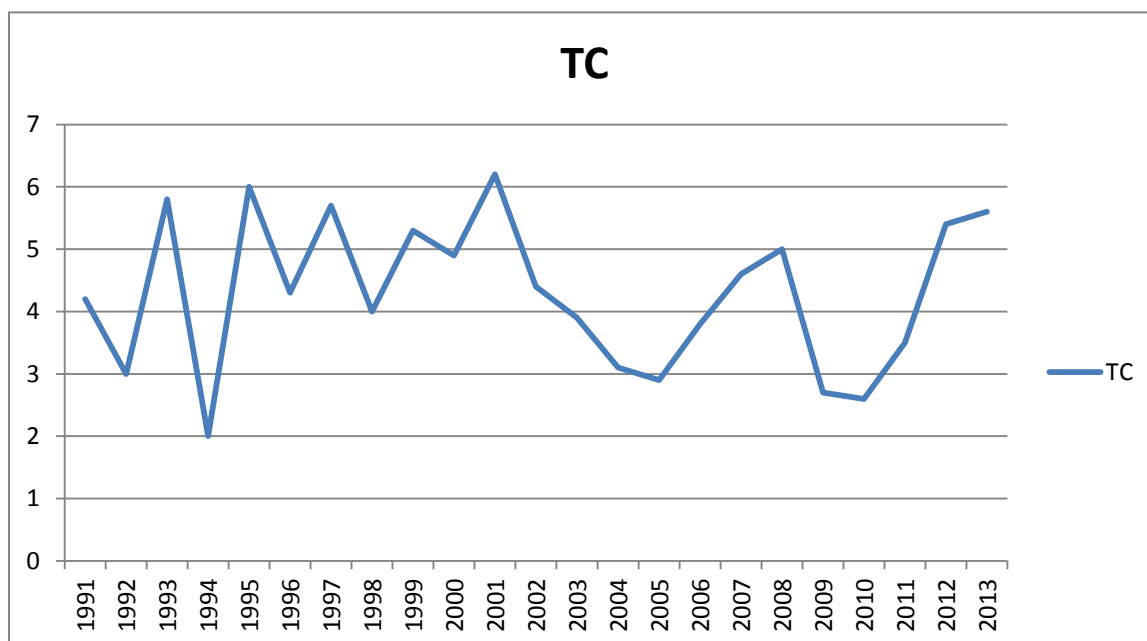
Source : Commissions UEMOA/DGB/MEF, 2013

Selon le critère de convergence, de ratio « Masse salariale sur recette fiscale » des pays membres de l'UEMOA doit être de 35%. Ainsi, comme la montre le graphique sur la période de 2000 à 2007, le Bénin a respecté le critère de convergence de 35% sauf pour l'année 2005, où la réalisation s'est chiffrée à 39%. Cependant, les années 2006 jusqu'à 2013 sauf 2007 connaissent des dépassements, avec un saut important à 53,6% en 2008 et une réalisation en 2013 qui, bien qu'en repli, demeure à plus de dix points de pourcentage au-dessus de la norme : 44,94%

Paragraphe2 : Analyse du taux de croissance au Bénin et vérification de l'hypothèse 2

❖ Le taux de croissance du PIB

Graphique4 : Evolution du taux de croissance du PIB au Bénin de 1991 à 2013



Source: DGAE/MEF ,2013

D'après le graphique, nous remarquons que le taux de croissance du PIB décrit un mouvement Sinusoïdal allant de 1991 à 1999. Ce taux est respectivement de 4,2% ; 3,0% ; 5,8% ; 4,5% ; 5,7% ; 4,0% et 5,3%. Cette situation peut s'expliquer par plusieurs facteurs dont :

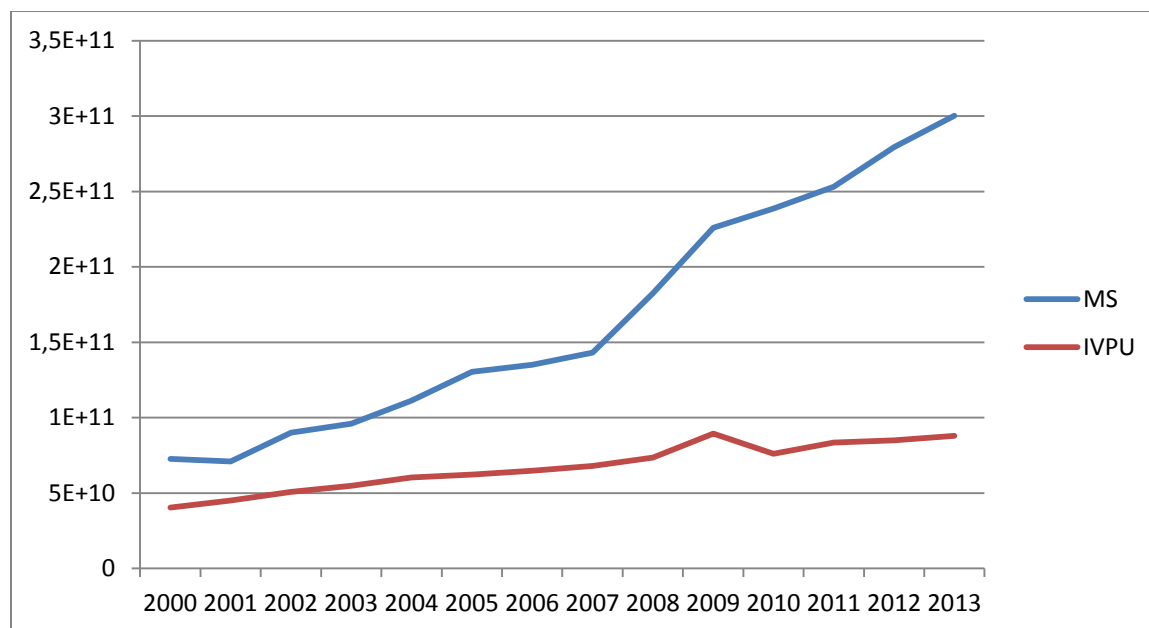
- La relance économique après la conférence des forces vives de la nation
- La mauvaise gestion économique caractérisée par l'instabilité politique. Ensuite, ce taux a évolué avec une tendance à la baisse. De 6,2% en 2001 ce taux est passé de 4,4% en 2002 ; 3,0% en 2003 ; 3,1% en 2004 avant de s'élever en 2005 puis de relancer en 2006 avec un taux de 3,8%.

Cette situation s'explique par la faible diversification de l'agriculture et leur coût élevé. Mis à part les années 2007 et 2008 avec des taux de croissance respectifs du PIB de l'ordre de 4,6% et de 5%, la période 2004 à 2013 a été marquée par une stagnation du taux de croissance économique au voisinage de 2,6% à 3%. Cette quasi-stagnation de la croissance s'explique entre autres par :

- L'effet retour de la crise économique de 2008 ;
- La mauvaise gestion de la filière coton.

❖ vérification de l'hypothèse1

Graphique5 : Evolution comparée de la masse salariale et des dépenses publiques d'investissement au Bénin



Source : DGB/DGAE/MEF, 2013

Le graphique ci-dessus nous montre que la masse salariale connaît une augmentation progressive, au moment où la courbe des investissements publics présente une tendance à la baisse. Cela ne peut résulter que du manque de ressources nécessaires devant permettre à l'Etat de faire face aux dépenses en investissements productifs. Tout ceci ne saurait être sans conséquences sur la croissance

La théorie économique nous enseigne qu'une forte masse salariale pourrait évincer les autres postes de dépenses du gouvernement tels que la dépense publique d'investissement et compromettre la croissance économique.

- Vérification de l'hypothèse 1

L'analyse du graphique nous montre que tout accroissement de la masse salariale impacte négativement des dépenses publiques d'investissements. Par conséquent, l'hypothèse 1 « la hausse de la masse salariale impacte négativement des dépenses publiques d'investissement » est validée.

22222222

SECTION2 : ANALYSE ECONOMETRIQUE DE L'EFFET DE LA MASSE SALARIALE, DES DEPENSES PUBLIQUES SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE AU BENIN

Paragraphe1 : Présentation des résultats d'estimation du modèle.

Dans ce paragraphe, nous allons procéder aux différents tests qui servent à déterminer l'ordre d'intégration des variables puis vérifier la Co-intégration et enfin nous passerons à la validation d'hypothèse.

A- Test de diagnostic

❖ **Test de stationnarité des séries**

Avant d'effectuer toute analyse économétrique sur les séries chronologiques, il est important de vérifier si les séries conservent une distribution constante au cours du temps c'est-à-dire leurs stationnarités.

Tableau 1: tableau récapitulatif

| Variables | Résultats du test ADF en niveau | | | Résultats du Test ADF en différence première des variables | | | Conclusion |
|-----------|---------------------------------|-----------|------------------|--|-----------|--------------|------------|
| | Statistique ADF | CV à 5% | Résultats | Statistique ADF | CV à 5% | Résultats | |
| L PIBR | -2,855978 | -3,574244 | Non stationnaire | -6,292519 | -2,971853 | Stationnaire | I(1) |
| L IVPRIV | 0,106432 | -1,952910 | Non stationnaire | -6,738676 | -1,953381 | Stationnaire | I(1) |
| L IVPU | -2,063807 | -3,574244 | Non stationnaire | -4,906301 | -1,953381 | Stationnaire | I(1) |
| L MS | 4,498105 | -1,952910 | Non stationnaire | -5,122441 | -3,580623 | Stationnaire | I(1) |
| TO | 0,025350 | -1,952910 | Non stationnaire | -6,032232 | -1,953381 | Stationnaire | I(1) |
| L PA | 5,276636 | -1,955020 | Non stationnaire | -5,765404 | -3,603202 | Stationnaire | I(1) |

Source : Réalisé par les auteurs, 2015

On remarque que les valeurs d'ADF de toutes les variables sont supérieures à la valeur critique de MACKINNON à 5%. Ce qui montre que les variables sont non stationnaires à niveau. Nous allons donc passer au test d'ADF en différence première des variables.

Le test de racine unitaire sur toutes les variables aboutissent aux résultats suivant : ADF inférieure à la valeur critique de MACKINNON à 5% . Nous pouvons conclure que toutes les variables sont stationnaires.

❖ Test de Co-intégration

Les tests précédents ont révélé que toutes les variables ne sont pas stationnaires en niveau. Elles sont cependant tous stationnaires en différence première. Ce constat nous amène donc à présumer une Co-intégration des variables Il convient donc d'effectuer un test de Co-intégration. Puisque toutes les variables sont intégrées de même ordre à savoir l'ordre 1, le test retenu est celui d'Engel-Granger

B-Test de validation

❖ Modèle de long terme

Tableau2 : Résultats de l'estimation des coefficients du modèle de long terme

| Variabes | Coefficient | t-statistic | Probabilité |
|----------------------------|-------------|-------------|-------------|
| C | -3,706429 | -1,249794 | 0,2234 |
| LMS | 1,046430 | 6,191048 | 0,0000 |
| LPA | 0,080526 | 0,694788 | 0,4939 |
| LIVPRIV | 0,168547 | 4,777708 | 0,0001 |
| LIVPU | -0,110781 | -1,508012 | 0,1446 |
| TO | -0 ,258987 | -0,385428 | 0,7033 |
| R-Squared(R ²) | 0,942844 | | |
| F-Statistic(F) | 79,17653 | | |
| Pro associé à F | 0,0000 | | |
| Durbin-Waston stat | 1,646790 | | |

Source : Résultats de nos estimations sur Eviews 7

✓ Qualité de la régression

Le coefficient de régression $R^2 = 0,942844$ montre que la qualité de la régression est bonne. Ce qui explique que le PIB est expliqué à 94,28% par les variables explicatives du modèle.

✓ Test de Student

La statistique t de Student ou la probabilité associée à chaque variable explicative permet de voir la significativité ou non de ces variables. D'après les résultats inscrits dans le tableau ci-dessus, toutes les variables sont non significatives à l'exception de la masse salariale et l'investissement privé.

✓ Test de Fisher

La probabilité de la statistique de Fischer est 0.0000 ce qui est inférieur à 5%. Donc le modèle de long terme est globalement significatif.

✓ Test d'auto corrélation

Le test de Durbin-Watson permet de voir si les erreurs sont auto-corrélées ou non. Ici la statistique de Durbin-Watson est égale à 1,646790 ; ce qui montre qu'il n'y a pas auto-corrélation des erreurs. Cela est confirmé par le test de ARCH car la probabilité associée à la F-statistic (0.091371) est supérieure à 0,05.

✓ Test de normalité

Le test de Jaque Bera effectué sur le résidu montre que les résidus suivent une loi normale car la probabilité associée à la valeur de Jaque Bera est de 0,541884 supérieure à 0,05.

✓ Test de white

Le test de white a été utilisé pour vérifier l'Homoscédasticité des erreurs du modèle. La probabilité associée est de 0,299800 supérieure à 0,05, ce qui dénote que les erreurs sont homoscédastiques.

✓ Test de Ramsey

Les probabilités associées respectivement à la F-statistic (0.700407) et au Log likelihood ratio (0.965345) sont supérieures à 5%. Par conséquent le modèle est bien spécifié.

✓ Test de stabilité

Le test de stabilité effectué sur le modèle de long terme révèle que ce dernier est stable, car la courbe est restée dans le corridor.

❖ **Modèle de court terme**

Tableau 3: Résultat de l'estimation des coefficients du modèle de court terme

| Variabes | Coefficients | t-statistic | Prob |
|-----------------------|--------------|-------------|--------|
| C | 0,012213 | 2,006870 | 0,0592 |
| D(LMS) | -0,027191 | -2,293181 | 0,0334 |
| D(PA) | 0,026688 | 1,982170 | 0,0621 |
| D(LIVPRIV) | 0,209716 | 6,515558 | 0,0000 |
| D(LIVPU) | 0,183763 | 2,875216 | 0,0097 |
| D(TO) | -0,012679 | -0,150177 | 0,8822 |
| RESID01 (-1) | -0,645052 | -3,064467 | 0,0064 |
| R-squared(R) | 0,931322 | | |
| F-statistic(F) | 36,80736 | | |
| Prob associé à F-stat | 0,0000 | | |
| Durbin-Waston stat | 2,283777 | | |

Source: Résultats de nos estimations sur Eviews 7

✓ Test de Student

La statistique t de Student ou la probabilité associée à chaque variable explicative permet de voir la significativité ou non de ces variables. A la lumière des résultats inscrits dans le tableau ci-dessus, toutes les variables sont significatives à l'exception du travail, du taux d'ouverture et de la constante

✓ Test de Fisher

Le test de significativité globale de la régression est possible grâce à la statistique de Fisher ou la probabilité associée qui permet de juger de la significativité globale du modèle. Ainsi, si la probabilité est égale 0,0000, elle montre que la régression est globalement significative au seuil de 5%. Cela veut dire que les variables prises ensemble affectent linéairement la variable dépendante.

✓ Test d'auto-corrélation

Le test de Durbin-Watson permet de voir si les erreurs sont auto-corrélées ou non. Ici la statistique de Durbin-Watson est égale à 2,283777, ce qui montre qu'il n'y a pas auto-corrélation des erreurs. Cela est confirmé par le test de Breush-Godfrey car la probabilité associée à la F-statistic (0.729837) est supérieure à 0,05.

✓ Test de normalité des erreurs

Le test de normalité effectué est celui de Jarque-Bera. La probabilité associée à la statistique de Jarque-Bera étant supérieure à 0,05 (0,686088) nous concluons donc que les erreurs sont normales.

✓ Test d'Hétéroscedasticité

Le test d'Hétéroscedasticité de White montre que les erreurs sont homoscedastiques car la probabilité associée à la F-statistic (0.372311) est supérieure à 5%.

✓ Test de Ramsey

Les probabilités associées respectivement à la F-statistic (0.419825) et au Log likelihood ratio (0.316440) sont supérieures à 5%. Par conséquent, le modèle est bien spécifié.

✓ Test de stabilité

Le test de stabilité effectué sur le modèle court terme révèle que ce dernier est stable, car la courbe est restée dans le corridor.

Paragraphe2 : Analyse, interprétation des résultats et vérification de l'hypothèse2

A- Analyses et interprétation des résultats

Les résultats de l'estimation de long terme, indiquent que la croissance du PIB est expliquée à 94,28% par les variables du modèle. La masse salariale et l'investissement privé, ont un impact significatif sur la croissance économique du Bénin à long terme. En revanche, l'investissement public, la population active et le taux d'ouverture n'ont pas d'impact significatif sur le taux de croissance du PIB. La

lecture du tableau indique également que les variables du modèle de court terme, expliquent 93,13% la croissance du PIB.

Dans le modèle à correction d'erreur, la force de rappel à l'équilibre du PIB réel en cas de choc est significative au seuil de 5%. Sa valeur est de $-0,645052$. Ainsi tout choc sur le PIB réel est résorbé à près de 64,5% au bout d'un an.

La significativité positive de l'investissement privé à court et à long terme montre qu'ils évoluent dans le même sens que le PIB réel. Quant à l'investissement public, à court terme il est positif, et négatif à long terme, ce qui montre qu'une augmentation de 10% de l'investissement public conduit à un accroissement du PIB réel de 1,83763 (soit 1,8%) à court terme et une diminution de $-0,110781$ du PIB réel à long terme. Ce qui traduit que à long terme la masse salariale évolue dans le sens contraire que le PIB réel.

B-vérification de l'hypothèse 2

L'analyse des résultats du modèle de court terme nous a permis de conclure que la masse salariale influence significativement le PIB réel. De plus, il existe une corrélation négative entre ces deux variables car le coefficient associé à la variable masse salariale ($\mu=-0,027191$) est négatif. Par conséquent l'hypothèse 2 selon laquelle la masse salariale influence négativement le PIB est vérifiée.

SECTION 3 : SUGGESTION DE L'ETUDE

L'objectif général de la présente réflexion était d'analyser la masse salariale, dépense publique d'investissement sur la croissance économique et d'en faire quelques recommandations ou suggestions.

Aux termes de l'étude, on peut constater que le ratio masse salariale / recettes fiscales est resté supérieur à 35% sur certaine période de l'étude. Le diagnostic établi révèle que ce problème est dû à l'accroissement non proportionnel de la masse salariale et des recettes fiscales. Ainsi, la masse salariale croît plus vite que les recettes fiscales. Résoudre ce problème revient à trouver à la fois les conditions pouvant permettre d'harmoniser le taux de croissance de la masse salariale à celui des recettes fiscales d'une part et à augmenter les recettes fiscales d'autre part.

La masse salariale quant à elle, a connu une évolution considérable. Cette situation s'explique par l'importance de recrutement des agents de la fonction publique béninoise qui croit constamment. Il y a priori deux mesures majeurs envisageables : On peut soit entreprendre une politique tendant à réduire le recrutement de la fonction publique ou soit mettre en œuvre une politique de croissance des recettes fiscales. Dans tous les cas, toute politique de maîtrise de la masse reste difficile à appliquer pour plusieurs raisons:

- une mesure de réduction de la masse est quasiment impossible car cela crée nécessairement des remous sociaux ;
- la réduction de la masse salariale joue négativement sur les recettes fiscales car les salaires font parti de la base taxable ;
- conformément à la théorie néoclassique la masse salariale nominal est rigide quelque soit la situation ;

En somme, en dépit du fardeau de la masse salariale sur le budget, une politique de réduction de la masse salariale semble peu recommandable au vue de ses conséquences, mais aussi du point vu de la fiscalité, car le salaire constitue après tout une base taxable.

Afin de relever le défi de la viabilité budgétaire tout en améliorant la qualité du service public, l'Etat doit engager des réformes dans la fonction publique. Pour cela il faut :

- Privilégier un système de rémunération plus transparent et axé sur les résultats.
- Privilégier une structure des effectifs qui va refléter de façon adéquate les compétences et les responsabilités.
- Limiter les exonérations pour maximiser les recettes ;

Pour assurer un taux de croissance soutenue l'Etat Béninois doit :

- Maîtriser les réformes engagées au plan macroéconomique et de la gestion des dépenses publiques
- Renforcer le programme de l'accélération des entreprises publiques à savoir la SONAPRA, la Continental Bank, la SBEE

La mise en œuvre de toutes ces recommandations devraient permettre à l'Etat béninois d'avoir suffisamment de ressources pour financier les dépenses publiques d'investissements afin d'assurer une croissance économique soutenue et profitable à la population.

CONCLUSION

L'étude menée sur la masse salariale, dépense publique d'investissement au Bénin dans le contexte des critères de convergence de l'UEMOA, a montré d'important politique de stabilité macroéconomiques. Elle a mis en évidence la nécessité d'une étude de fond des investissements, la décomposition de l'investissement montre que l'investissement public est le principal moteur de la croissance économique. Afin de proposer des solutions hardies pour remédier à l'écart important observé dans les évolutions tendanciennes de la masse salariale à la dépense publique d'investissement. Nous avons abordé l'objectif suivant :

Analyser l'évolution comparative de la masse salariale à celle des dépenses publiques d'investissement au Bénin, puis évaluer l'effet de la masse salariale sur la croissance du PIB

Pour atteindre ces objectifs spécifiques, nous avons formulés les hypothèses suivantes :

La hausse de la masse salariale impact négativement des dépenses publiques d'investissement au Bénin et l'évolution de la masse salariale influence négativement le PIB.

L'analyse des interprétations des résultats et le traitement des données nous ont permis de montrer l'influence négative de la masse salariale, dépense publique d'investissement sur la croissance économique. L'étude nous a permis aussi de voir l'évolution de la masse salariale ainsi que celle des recettes fiscales à l'aide d'analyses statistiques descriptives des données collectées. Les résultats de ces analyses ont montré que l'évolution de la masse salariale émane du recrutement massif des agents de l'Etat, la non maîtrise de la masse salariale et la mauvaise gestion des ressources humaines.

Pour finir, nous avons formulé des suggestions dont le respect permettra à l'Etat Béninois d'être dans la norme communautaire, mais aussi de garantir le bien-être économique et social de la population. La réforme du système de rémunération dans la fonction publique aurait pour objectif de privilégier l'équité et le mérite tout en préservant les équilibres économiques

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ✓ Abdou-Aziz Niang « croissance et convergence dans les pays de la zone CFA : une étude par les données de panel non stationnaires » THESE pour obtenir le grade docteur en 2011
- ✓ Adam Smith(1776) ; « Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations ». Réédition chez GF- Flammarion
- ✓ Amoussouga Gero Fulbert, Eggoh Jude C. (2010), Libéralisation financière et pouvoir de marché de la banque béninoise .Rapport du Conseil d' Analyse Economique, République du Benin
- ✓ Bourbonnais R (2000) « *Econométrie* », 3ème édition, collection Dunod
- ✓ David Ricardo (1817) « Des principes de l'économie politique et de l'impôt » Réédition, Flammarion, 1977
- ✓ Dramane Lassana T. (2000), « Analyse de l'impact de l'investissement public sur la croissance économique au Mali », Thèse de DEA, Sénégal : Université Cheikh Anta Diop de Dakar
- ✓ Houssou, I., LannimI, B (2011) « Contribution des critères de convergence de l'UEMOA au Bénin » Mémoire de Licence Professionnelle. Bénin-UAC
- ✓ Issifou et Fawaz (2013) « Evolution de la masse salarial et croissance économique au Benin » Mémoire de licence professionnelle : (UAC-BENIN)
- ✓ Jean Florentin Djiengoue « Investissement public et croissance économique au Cameroun »
- ✓ Jean Patrick M.Foulon Olugou « capital public et productivité en zone CEMAC » Université de Yaoundé 2 SOA-DEA 2008 Keynes, J.M ; (1969) « La théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de monnaie ».Payot
- ✓ Koeba Mohamed (2010) « Gestion de la masse salariale dans le budget ivoirien Etats des lieux et politique de maîtrise » Thèse de DESS. Côte d'Ivoire : Université de Cocody
- ✓ Livre ENCYC LOPEDIE – ECONOMIQUE (Douglas Greenwald)

- ✓ La Discothèque FOUCHER (Dictionnaire d'économie et des faits économiques et sociaux contemporains)
- ✓ Marx K (1867) « le capital » traduction et réédition, la pléiade, 1963
- ✓ Mohamed KOEBA « Evolution de la masse salariale de la cote d'ivoire et respect du critère de convergence de L'UEMOA » DESS Haut Etude 2011(cocody- Abidjan)
- ✓ Mill, P.Quinet A. (1992) « Dépense publiques et croissance » revue française d'Economie
- ✓ Munnell A H.(1992), « policy watch infrastructure investment and economic growth » Journal of Economic Perspectives

Masse salariale, dépense publique d'investissement sur la croissance économique

ANNEXES :

Annexe 1: Données

| Date | PIB (FCFA) | MS (FCFA) | IVPRIV (FCFA) | IVPU (FCFA) | PA (HBT) | TO (%) |
|------|-------------|--------------|---------------|--------------|--------------|--------|
| 1984 | 43690000000 | 36300000000 | 41600000000 | 26600000000 | 42340000000 | 56,9% |
| 1985 | 46980000000 | 43270000000 | 60162000000 | 26800000000 | 43300000000 | 57% |
| 1986 | 47990000000 | 44080000000 | 61411000000 | 29100000000 | 44100000000 | 65,9% |
| 1987 | 47970000000 | 41750000000 | 63286000000 | 19100000000 | 41700000000 | 67,3% |
| 1988 | 48890000000 | 40800000000 | 61717000000 | 19000000000 | 40800000000 | 63,4% |
| 1989 | 47490000000 | 36900000000 | 40106000000 | 20500000000 | 36900000000 | 41% |
| 1990 | 53363000000 | 36300000000 | 40200000000 | 19000000000 | 36300000000 | 47,6% |
| 1991 | 56029000000 | 37300000000 | 46600000000 | 18400000000 | 37300000000 | 47,1% |
| 1992 | 59442000000 | 39200000000 | 51000000000 | 18300000000 | 39200000000 | 52,1% |
| 1993 | 64407000000 | 37700000000 | 52100000000 | 22900000000 | 37700000000 | 51% |
| 1994 | 88726000000 | 45700000000 | 45700000000 | 27800000000 | 45700000000 | 59,5% |
| 1995 | 18297000000 | 53900000000 | 536000000000 | 31300000000 | 53900000000 | 59,4% |
| 1996 | 12078000000 | 58200000000 | 540000000000 | 32200000000 | 58200000000 | 56,5% |
| 1997 | 13239500000 | 62000000000 | 655000000000 | 27800000000 | 62000000000 | 58,7% |
| 1998 | 14484200000 | 64580000000 | 707000000000 | 26600000000 | 64600000000 | 59,6% |
| 1999 | 15323700000 | 66200000000 | 741000000000 | 30500000000 | 66300000000 | 64,2% |
| 2000 | 16796200000 | 72700000000 | 726000000000 | 40300000000 | 72700000000 | 55,2% |
| 2001 | 18320700000 | 71000000000 | 764000000000 | 45000000000 | 79100000000 | 53,2% |
| 2002 | 19569000000 | 90050000000 | 797000000000 | 50800000000 | 90100000000 | 53,2% |
| 2003 | 20674600000 | 95900000000 | 874000000000 | 54900000000 | 105700000000 | 52% |
| 2004 | 21400200000 | 111280000000 | 842000000000 | 603000000000 | 134900000000 | 48,7% |
| 2005 | 22987100000 | 130290000000 | 881000000000 | 622000000000 | 170800000000 | 50,1% |
| 2006 | 24602000000 | 135000000000 | 931000000000 | 647000000000 | 143100000000 | 46,2% |
| 2007 | 26389400000 | 143100000000 | 984000000000 | 679000000000 | 177500000000 | 47,9% |
| 2008 | 29705300000 | 182400000000 | 107600000000 | 736000000000 | 182400000000 | 47,3% |
| 2009 | 31094100000 | 225900000000 | 965000000000 | 895000000000 | 225900000000 | 40,9% |
| 2010 | 32479800000 | 238700000000 | 990000000000 | 760000000000 | 417000000000 | 39,8% |
| 2011 | 34433600000 | 253200000000 | 101100000000 | 834000000000 | 663000000000 | 38,5% |
| 2012 | 38583000000 | 279400000000 | 107900000000 | 850000000000 | 105700000000 | 42,9% |
| 2013 | 41775600000 | 300300000000 | 108200000000 | 880000000000 | 106100000000 | 43,5% |

Source : DGAE/DGB/MEF/BCEAO/INSAE /2013

Annexe 2 : Test ADF en niveau des variables

dumodèle

- La variable PIB

Null Hypothesis: LPIB has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

| | t-Statistic | Prob.* |
|--|-------------|--------|
| Augmented Dickey-Fuller test statistic | -2.855978 | 0.1904 |
| Test critical values: | | |
| 1% level | -4.309824 | |
| 5% level | -3.574244 | |
| 10% level | -3.221728 | |

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LPIB)

Method: Least Squares

Date: 23/02/15 Time: 15:14

Sample (adjusted): 1985 2013

Included observations: 29 after adjustments

| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. |
|--------------------|-------------|-----------------------|-------------|-----------|
| LPIB(-1) | -0.472440 | 0.165422 | -2.855978 | 0.0083 |
| C | 11.55088 | 4.019023 | 2.874053 | 0.0080 |
| @TREND(1984) | 0.040527 | 0.014477 | 2.799498 | 0.0095 |
| R-squared | 0.238951 | Mean dependent var | | 0.077854 |
| Adjusted R-squared | 0.180409 | S.D. dependent var | | 0.164268 |
| S.E. of regression | 0.148714 | Akaike info criterion | | -0.875892 |
| Sum squared resid | 0.575009 | Schwarz criterion | | -0.734447 |
| Log likelihood | 15.70043 | Hannan-Quinn criter. | | -0.831593 |
| F-statistic | 4.081684 | Durbin-Watson stat | | 1.967565 |
| Prob(F-statistic) | 0.028732 | | | |

- La variable Investissement Public (IVPU)

Null Hypothesis: LIVPU has a unit root

Masse salariale, dépense publique d'investissement sur la croissance économique

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

| | t-Statistic | Prob.* |
|--|-------------|--------|
| Augmented Dickey-Fuller test statistic | -2.063807 | 0.5433 |
| Test critical values: | | |
| 1% level | -4.309824 | |
| 5% level | -3.574244 | |
| 10% level | -3.221728 | |

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LIVPU)

Method: Least Squares

Date: 26/02/15 Time: 19 :30

Sample (adjusted): 1985 2013

Included observations: 29 after adjustments

| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. |
|--------------------|-------------|-----------------------|-------------|----------|
| LIVPU(-1) | -0.219362 | 0.106290 | -2.063807 | 0.0491 |
| C | 4.955615 | 2.414114 | 2.052767 | 0.0503 |
| @TREND(1984) | 0.044158 | 0.019551 | 2.258634 | 0.0325 |
| R-squared | 0.165089 | Mean dependent var | | 0.120656 |
| Adjusted R-squared | 0.100865 | S.D. dependent var | | 0.457453 |
| S.E. of regression | 0.433770 | Akaike info criterion | | 1.265092 |
| Sum squared resid | 4.892063 | Schwarz criterion | | 1.406536 |
| Log likelihood | -15.34383 | Hannan-Quinn criter. | | 1.309390 |
| F-statistic | 2.570519 | Durbin-Watson stat | | 1.948566 |
| Prob(F-statistic) | 0.095791 | | | |

• La variable Population Active (PA)

Null Hypothesis: LPA has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 4 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

| | t-Statistic | Prob.* |
|--|-------------|--------|
| Augmented Dickey-Fuller test statistic | 5.276636 | 1.0000 |
| Test critical values: | | |
| 1% level | -2.660720 | |
| 5% level | -1.955020 | |

Masse salariale, dépense publique d'investissement sur la croissance économique

10% level -1.609070

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LPA)

Method: Least Squares

Date: 28/02/15 Time: 10:10

Sample (adjusted): 1989 2013

Included observations: 25 after adjustments

| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. |
|--------------------|-------------|-----------------------|-------------|-----------|
| LPA(-1) | 0.032884 | 0.006232 | 5.276636 | 0.0000 |
| D(LPA(-1)) | -6.579546 | 0.219244 | -30.01015 | 0.0000 |
| D(LPA(-2)) | -41.93224 | 1.711194 | -24.50466 | 0.0000 |
| D(LPA(-3)) | 79.61998 | 7.298209 | 10.90952 | 0.0000 |
| D(LPA(-4)) | -48.38275 | 6.761223 | -7.155917 | 0.0000 |
| R-squared | 0.990807 | Mean dependent var | | 0.059005 |
| Adjusted R-squared | 0.988968 | S.D. dependent var | | 0.592868 |
| S.E. of regression | 0.062270 | Akaike info criterion | | -2.537812 |
| Sum squared resid | 0.077552 | Schwarz criterion | | -2.294037 |
| Log likelihood | 36.72265 | Hannan-Quinn criter. | | -2.470199 |
| Durbin-Watson stat | 1.839656 | | | |

• La variable Masse Salariale (MS)

Null Hypothesis: LMS has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

| | t-Statistic | Prob.* |
|--|-------------|--------|
| Augmented Dickey-Fuller test statistic | 4.498105 | 1.0000 |
| Test critical values: | | |
| 1% level | -2.647120 | |
| 5% level | -1.952910 | |
| 10% level | -1.610011 | |

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LMS)

Method: Least Squares

Date: 05/03 /15 Time: 23:11

Sample (adjusted): 1985 2013

Masse salariale, dépense publique d'investissement sur la croissance économique

Included observations: 29 after adjustments

| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. |
|--------------------|-------------|-----------------------|-------------|-----------|
| LMS (-1) | 0.002934 | 0.000652 | 4.498105 | 0.0001 |
| R-squared | 0.012764 | Mean dependent var | | 0.072861 |
| Adjusted R-squared | 0.012764 | S.D. dependent var | | 0.088588 |
| S.E. of regression | 0.088021 | Akaike info criterion | | -1.988618 |
| Sum squared resid | 0.216933 | Schwarz criterion | | -1.941470 |
| Log likelihood | 29.83497 | Hannan-Quinn criter. | | -1.973852 |
| Durbin-Watson stat | 1.479382 | | | |

- La variable Investissement Privé (IVPRIV)

Null Hypothesis: LIVPRIV has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

| | t-Statistic | Prob.* |
|--|-------------|--------|
| Augmented Dickey-Fuller test statistic | 0.106432 | 0.7086 |
| Test critical values: | | |
| 1% level | -2.647120 | |
| 5% level | -1.952910 | |
| 10% level | -1.610011 | |

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Dependent Variable: D(LIVPRIV)

Method: Least Squares

Date: 05/03/15 Time: 22:43

Sample (adjusted): 1985 2013

Included observations: 29 after adjustments

| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. |
|--------------------|-------------|-----------------------|-------------|----------|
| LIVPRIV(-1) | 0.000660 | 0.006205 | 0.106432 | 0.9160 |
| R-squared | -0.001068 | Mean dependent var | | 0.032961 |
| Adjusted R-squared | -0.001068 | S.D. dependent var | | 0.874051 |
| S.E. of regression | 0.874518 | Akaike info criterion | | 2.603586 |
| Sum squared resid | 21.41387 | Schwarz criterion | | 2.650734 |
| Log likelihood | -36.75199 | Hannan-Quinn criter. | | 2.618352 |
| Durbin-Watson stat | 2.498427 | | | |

Masse salariale, dépense publique d'investissement sur la croissance économique

Exogenous: None

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

| | t-Statistic | Prob.* |
|--|-------------|--------|
| Augmented Dickey-Fuller test statistic | 0.025350 | 0.6828 |
| Test critical values: | | |
| 1% level | -2.647120 | |
| 5% level | -1.952910 | |
| 10% level | -1.610011 | |

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(TO)

Method: Least Squares

Date: 08/03/15 Time: 23:14

Sample (adjusted): 1985 2013

Included observations: 29 after adjustments

| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. |
|--------------------|-------------|-----------------------|-------------|-----------|
| TO (-1) | 0.000787 | 0.031049 | 0.025350 | 0.9800 |
| R-squared | -0.007045 | Mean dependent var | | -0.009260 |
| Adjusted R-squared | -0.007045 | S.D. dependent var | | 0.112091 |
| S.E. of regression | 0.112485 | Akaike info criterion | | -1.498119 |
| Sum squared resid | 0.354281 | Schwarz criterion | | -1.450971 |
| Log likelihood | 22.72272 | Hannan-Quinn criter. | | -1.483353 |
| Durbin-Watson stat | 2.297884 | | | |

Annexe3 : Test de stationnarité en différence première des variables

- La variable PIB

Null Hypothesis: D(LPIB) has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

| | t-Statistic | Prob.* |
|--|-------------|--------|
| Augmented Dickey-Fuller test statistic | -6.292519 | 0.0000 |
| Test critical values: | | |
| 1% level | -3.689194 | |
| 5% level | -2.971853 | |
| 10% level | -2.625121 | |

Masse salariale, dépense publique d'investissement sur la croissance économique

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LPIB,2)

Method: Least Squares

Date: 12/03/15/ Time: 09:56

Sample (adjusted): 1986 2013

Included observations: 28 after adjustments

| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. |
|--------------------|-------------|-----------------------|-------------|-----------|
| D(LPIB(-1)) | -1.207249 | 0.191855 | -6.292519 | 0.0000 |
| C | 0.094165 | 0.034871 | 2.700376 | 0.0120 |
| R-squared | 0.603633 | Mean dependent var | | 0.000246 |
| Adjusted R-squared | 0.588388 | S.D. dependent var | | 0.259931 |
| S.E. of regression | 0.166764 | Akaike info criterion | | -0.675724 |
| Sum squared resid | 0.723067 | Schwarz criterion | | -0.580566 |
| Log likelihood | 11.46013 | Hannan-Quinn criter. | | -0.646633 |
| F-statistic | 39.59580 | Durbin-Watson stat | | 2.077274 |
| Prob(F-statistic) | 0.000001 | | | |

- La variable Investissement Privé (IVPRIV)

Null Hypothesis: D(LIVPRIV) has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

| | t-Statistic | Prob.* |
|--|-------------|--------|
| Augmented Dickey-Fuller test statistic | -6.738676 | 0.0000 |
| Test critical values: | | |
| 1% level | -2.650145 | |
| 5% level | -1.953381 | |
| 10% level | -1.609798 | |

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LIVPRIV,2)

Masse salariale, dépense publique d'investissement sur la croissance économique

Method: Least Squares

Date: 12/03/15/ Time: 09:50

Sample (adjusted): 1986 2013

Included observations: 28 after adjustments

| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. |
|--------------------|-------------|-----------------------|-------------|-----------|
| D(LIVPRIV(-1)) | -1.251059 | 0.185654 | -6.738676 | 0.0000 |
| R-squared | 0.627089 | Mean dependent var | | -0.013077 |
| Adjusted R-squared | 0.627089 | S.D. dependent var | | 1.407135 |
| S.E. of regression | 0.859288 | Akaike info criterion | | 2.569635 |
| Sum squared resid | 19.93614 | Schwarz criterion | | 2.617214 |
| Log likelihood | -34.97489 | Hannan-Quinn criter. | | 2.584181 |
| Durbin-Watson stat | 2.153331 | | | |

Exogenous: None

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

| | t-Statistic | Prob.* |
|--|-------------|--------|
| Augmented Dickey-Fuller test statistic | -4.906301 | 0.0000 |
| Test critical values: | | |
| 1% level | -2.650145 | |
| 5% level | -1.953381 | |
| 10% level | -1.609798 | |

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LIVPU,2)

Method: Least Squares

Date: 20/03/15/ Time: 09:59

Sample (adjusted): 1986 2013

Included observations: 28 after adjustments

| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. |
|--------------------|-------------|-----------------------|-------------|----------|
| D(LIVPU(-1)) | -0.942756 | 0.192152 | -4.906301 | 0.0000 |
| R-squared | 0.471331 | Mean dependent var | | 0.000971 |
| Adjusted R-squared | 0.471331 | S.D. dependent var | | 0.662286 |
| S.E. of regression | 0.481545 | Akaike info criterion | | 1.411428 |
| Sum squared resid | 6.260921 | Schwarz criterion | | 1.459007 |
| Log likelihood | -18.76000 | Hannan-Quinn criter. | | 1.425974 |
| Durbin-Watson stat | 2.005875 | | | |

- La variable Taux d'Ouverture (TO)

Null Hypothesis: D(LTO) has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

| | t-Statistic | Prob.* |
|--|-------------|--------|
| Augmented Dickey-Fuller test statistic | -6.032232 | 0.0000 |
| Test critical values: | | |
| 1% level | -2.650145 | |
| 5% level | -1.953381 | |
| 10% level | -1.609798 | |

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LTO,2)

Method: Least Squares

Date: 20/03/15 Time: 10:02

Sample (adjusted): 1986 2013

Included observations: 28 after adjustments

| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. |
|--------------------|-------------|-----------------------|-------------|-----------|
| D(LTO(-1)) | -1.148369 | 0.190372 | -6.032232 | 0.0000 |
| R-squared | 0.574048 | Mean dependent var | | 0.000433 |
| Adjusted R-squared | 0.574048 | S.D. dependent var | | 0.173574 |
| S.E. of regression | 0.113283 | Akaike info criterion | | -1.482798 |
| Sum squared resid | 0.346491 | Schwarz criterion | | -1.435219 |
| Log likelihood | 21.75917 | Hannan-Quinn criter. | | -1.468252 |
| Durbin-Watson stat | 1.942986 | | | |

- La variable Masse Salariale (MS)

Null Hypothesis: D(LMS) has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

| | t-Statistic | Prob.* |
|--|-------------|--------|
| Augmented Dickey-Fuller test statistic | -5.122441 | 0.0015 |
| Test critical values: | | |
| 1% level | -4.323979 | |
| 5% level | -3.580623 | |
| 10% level | -3.225334 | |

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LMS,2)

Method: Least Squares

Date: 20/03/15 Time: 10:03

Sample (adjusted): 1986 2013

Included observations: 28 after adjustments

| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. |
|--------------------|-------------|-----------------------|-------------|-----------|
| D(LMS(-1)) | -0.947731 | 0.185016 | -5.122441 | 0.0000 |
| C | -0.014386 | 0.032233 | -0.446304 | 0.6592 |
| @TREND(1984) | 0.005146 | 0.002029 | 2.536270 | 0.0178 |
| R-squared | 0.513925 | Mean dependent var | | -0.003697 |
| Adjusted R-squared | 0.475038 | S.D. dependent var | | 0.108786 |
| S.E. of regression | 0.078820 | Akaike info criterion | | -2.142345 |
| Sum squared resid | 0.155314 | Schwarz criterion | | -1.999609 |
| Log likelihood | 32.99283 | Hannan-Quinn criter. | | -2.098709 |
| F-statistic | 13.21617 | Durbin-Watson stat | | 1.988957 |
| Prob(F-statistic) | 0.000121 | | | |

- La variable Population Active (PA)

Null Hypothesis: D(LPA) has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 3 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

| | t-Statistic | Prob.* |
|--|-------------|--------|
| Augmented Dickey-Fuller test statistic | -5.765404 | 0.0004 |
| Test critical values: | | |
| 1% level | -4.374307 | |
| 5% level | -3.603202 | |

Masse salariale, dépense publique d'investissement sur la croissance économique

10% level -3.238054

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LPA,2)

Method: Least Squares

Date: 01/04/15/ Time: 10:08

Sample (adjusted): 1989 2013

Included observations: 25 after adjustments

| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. |
|--------------------|-------------|-----------------------|-------------|-----------|
| D(LPA(-1)) | -20.12975 | 3.491473 | -5.765404 | 0.0000 |
| D(LPA(-1),2) | 12.44204 | 3.423198 | 3.634625 | 0.0018 |
| D(LPA(-2),2) | -30.78798 | 3.382667 | -9.101690 | 0.0000 |
| D(LPA(-3),2) | 52.77600 | 6.883179 | 7.667387 | 0.0000 |
| C | 0.632262 | 0.112357 | 5.627250 | 0.0000 |
| @TREND(1984) | 0.004796 | 0.002046 | 2.343898 | 0.0301 |
| R-squared | 0.996845 | Mean dependent var | | 0.088665 |
| Adjusted R-squared | 0.996015 | S.D. dependent var | | 0.935885 |
| S.E. of regression | 0.059078 | Akaike info criterion | | -2.614363 |
| Sum squared resid | 0.066313 | Schwarz criterion | | -2.321832 |
| Log likelihood | 38.67953 | Hannan-Quinn criter. | | -2.533227 |
| F-statistic | 1200.787 | Durbin-Watson stat | | 1.847331 |
| Prob(F-statistic) | 0.000000 | | | |

Annex4 : Estimation de la relation de long terme et test de variation

Dependent Variable: LPIB

Method: Least Squares

Date: 01/04/15 Time: 15:20

Sample: 1984 2013

Included observations: 30

| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. |
|-----------|-------------|--------------------|-------------|----------|
| LIVPRIV | 0.168547 | 0.035278 | 4.777708 | 0.0001 |
| LIVPU | -0.110781 | 0.073461 | -1.508012 | 0.1446 |
| LMS | 1.046430 | 0.169023 | 6.191048 | 0.0000 |
| LPA | 0.080526 | 0.115900 | 0.694788 | 0.4939 |
| TO | -0.258987 | 0.671947 | -0.385428 | 0.7033 |
| C | -3.706429 | 2.965633 | -1.249794 | 0.2234 |
| R-squared | 0.942841 | Mean dependent var | | 25.61091 |

Masse salariale, dépense publique d'investissement sur la croissance économique

| | | | |
|--------------------|----------|-----------------------|-----------|
| Adjusted R-squared | 0.930933 | S.D. dependent var | 0.763581 |
| S.E. of regression | 0.200674 | Akaike info criterion | -0.197418 |
| Sum squared resid | 0.966477 | Schwarz criterion | 0.082822 |
| Log likelihood | 8.961267 | Hannan-Quinn criter. | -0.107767 |
| F-statistic | 79.17653 | Durbin-Watson stat | 1.046790 |
| Prob(F-statistic) | 0.000000 | | |

- Test de stationnarité des résidus récupérés sur le modèle de long terme

Null Hypothesis: RESID01 has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

| | t-Statistic | Prob.* |
|--|-------------|--------|
| Augmented Dickey-Fuller test statistic | -3.185977 | 0.0025 |
| Test critical values: | | |
| 1% level | -2.647120 | |
| 5% level | -1.952910 | |
| 10% level | -1.610011 | |

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(RESID01)

Method: Least Squares

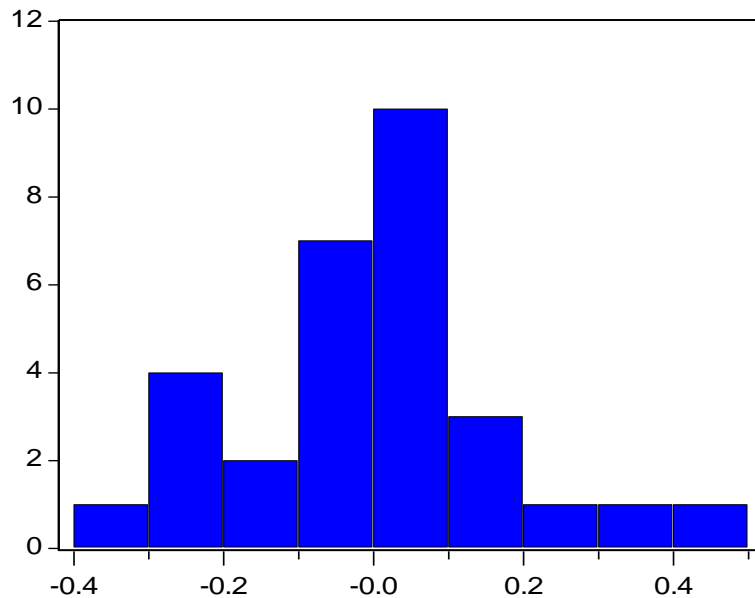
Date: 01/04/15 Time: 15:26

Sample (adjusted): 1985 2013

Included observations: 29 after adjustments

| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. |
|--------------------|-------------|-----------------------|-------------|-----------|
| RESID01(-1) | -0.527832 | 0.165674 | -3.185977 | 0.0035 |
| R-squared | 0.265758 | Mean dependent var | | 0.003812 |
| Adjusted R-squared | 0.265758 | S.D. dependent var | | 0.190045 |
| S.E. of regression | 0.162846 | Akaike info criterion | | -0.758155 |
| Sum squared resid | 0.742523 | Schwarz criterion | | -0.711007 |
| Log likelihood | 11.99325 | Hannan-Quinn criter. | | -0.743389 |
| Durbin-Watson stat | 1.775589 | | | |

• Test de normalité des erreurs



| | |
|-------------------|-----------|
| Series: Residuals | |
| Sample 1984 2013 | |
| Observations 30 | |
| Mean | 1.25e-14 |
| Median | 0.005976 |
| Maximum | 0.489317 |
| Minimum | -0.336494 |
| Std. Dev. | 0.182556 |
| Skewness | 0.405352 |
| Kurtosis | 3.568405 |
| Jarque-Bera | 1.225405 |
| Probability | 0.541884 |

• Test d'hétéroscédasticité

White Heteroskedasticity Test:

| | | | |
|---------------|----------|-------------|----------|
| F-statistic | 1.296516 | Probability | 0.299800 |
| Obs*R-squared | 12.16808 | Probability | 0.273965 |

Test Equation:

Dependent Variable: RESID^2

Method: Least Squares

Date: 03/04/15 Time: 17:18

Sample: 1984 2013

Included observations: 30

| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. |
|----------|-------------|------------|-------------|--------|
| C | 37.28748 | 39.54132 | 0.943001 | 0.3575 |
| LPA | 8.030948 | 3.067148 | 2.618377 | 0.0169 |

Masse salariale, dépense publique d'investissement sur la croissance économique

| | | | | |
|----------------------|-----------|----------|-----------|--------|
| LPA ² | -0.205873 | 0.078541 | -2.621232 | 0.0168 |
| LMS | -13.08267 | 4.473030 | -2.924789 | 0.0087 |
| LMS ² | 0.258350 | 0.088213 | 2.928695 | 0.0086 |
| LIVPU | 1.970142 | 1.083595 | 1.818153 | 0.0848 |
| LIVPU ² | -0.037823 | 0.020944 | -1.805894 | 0.0868 |
| LIVPRIV | 1.837686 | 1.164844 | 1.577624 | 0.1312 |
| LIVPRIV ² | -0.034776 | 0.022192 | -1.567075 | 0.1336 |
| TO | 0.416921 | 2.251778 | 0.185152 | 0.8551 |
| TO ² | -0.056841 | 2.010510 | -0.028272 | 0.9777 |

| | | | |
|--------------------|----------|-----------------------|-----------|
| R-squared | 0.405603 | Mean dependent var | 0.032216 |
| Adjusted R-squared | 0.092762 | S.D. dependent var | 0.052513 |
| S.E. of regression | 0.050018 | Akaike info criterion | -2.876302 |
| Sum squared resid | 0.047534 | Schwarz criterion | -2.362529 |
| Log likelihood | 54.14453 | F-statistic | 1.296516 |
| Durbin-Watson stat | 1.918412 | Prob(F-statistic) | 0.299800 |

- Test auto- corrélation

ARCH Test:

| | | | |
|---------------|----------|-------------|----------|
| F-statistic | 3.064606 | Probability | 0.091371 |
| Obs*R-squared | 2.956087 | Probability | 0.085555 |

Test Equation:

Dependent Variable: RESID²

Method: Least Squares

Date: 05/04/15 Time: 10:06

Sample (adjusted): 1985 2013

Included observations: 29 after adjustments

| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. |
|-------------------------|-------------|------------|-------------|--------|
| C | 0.022363 | 0.011322 | 1.975123 | 0.0586 |
| RESID ² (-1) | 0.320227 | 0.182924 | 1.750602 | 0.0914 |

| | | | |
|--------------------|----------|-----------------------|-----------|
| R-squared | 0.101934 | Mean dependent var | 0.033032 |
| Adjusted R-squared | 0.068672 | S.D. dependent var | 0.053248 |
| S.E. of regression | 0.051387 | Akaike info criterion | -3.032373 |
| Sum squared resid | 0.071298 | Schwarz criterion | -2.938077 |

Masse salariale, dépense publique d'investissement sur la croissance économique

| | | | |
|--------------------|----------|-------------------|----------|
| Log likelihood | 45.96941 | F-statistic | 3.064606 |
| Durbin-Watson stat | 1.812623 | Prob(F-statistic) | 0.091371 |

- Test de Ramsey

Ramsey RESET Test:

| | | | |
|----------------------|----------|-------------|----------|
| F-statistic | 0.036124 | Probability | 0.700407 |
| Log likelihood ratio | 0.006475 | Probability | 0.965345 |

Test Equation:

Dependent Variable: LPIB

Method: Least Squares

Date: 05/04/15 Time: 17:22

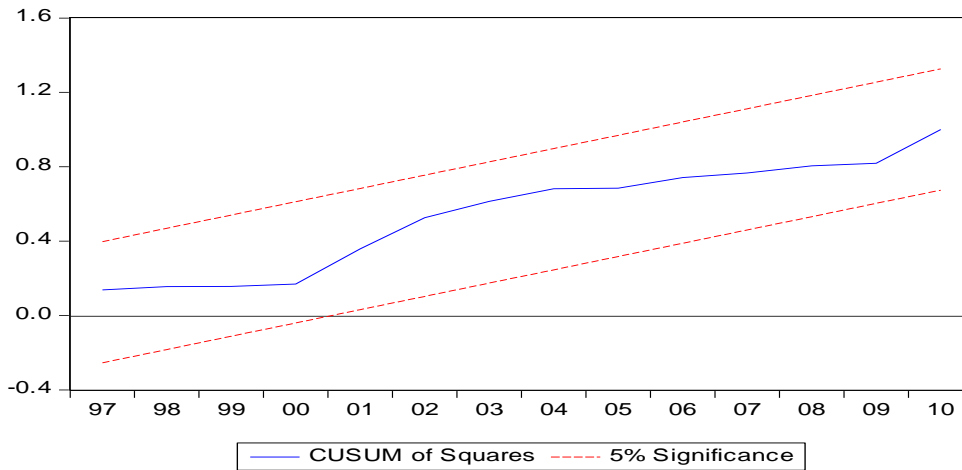
Sample: 1984 2013

Included observations: 30

| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. |
|----------|-------------|------------|-------------|--------|
| LPA | 1.851426 | 0.438019 | 4.226813 | 0.0003 |
| LMS | 23.70235 | 5.486557 | 4.320077 | 0.0003 |
| LIVPU | -2.498125 | 0.580766 | -4.301430 | 0.0003 |
| LIVPRIV | 3.722938 | 0.860951 | 4.324215 | 0.0003 |
| TO | -6.724322 | 1.649401 | -4.076826 | 0.0005 |
| C | -359.4867 | 86.16497 | -4.172074 | 0.0004 |
| FITTED^2 | -0.421746 | 0.102105 | -4.130525 | 0.0004 |

| | | | |
|--------------------|----------|-----------------------|-----------|
| R-squared | 0.967184 | Mean dependent var | 25.61091 |
| Adjusted R-squared | 0.958623 | S.D. dependent var | 0.763581 |
| S.E. of regression | 0.155322 | Akaike info criterion | -0.685666 |
| Sum squared resid | 0.554875 | Schwarz criterion | -0.358720 |
| Log likelihood | 17.28499 | F-statistic | 112.9793 |
| Durbin-Watson stat | 1.175024 | Prob(F-statistic) | 0.000000 |

• Test de stabilité



Annexe 4 : Estimation du modèle de court terme et tests de validation

Dependent Variable: D (LPIBR)

Method: Least Squares

Date: 05/04/15 Time: 20:16

Sample (adjusted): 1986 2013

Included observations: 28 after adjustments

| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. |
|------------|-------------|------------|-------------|--------|
| C | 0.012213 | 0.006086 | 2.006870 | 0.0592 |
| D(LMS) | -0.027191 | 0.011858 | -2.293181 | 0.0334 |
| D(LPA) | 0.026688 | 0.013464 | 1.982170 | 0.0621 |
| D(LIVPU) | 0.183763 | 0.063913 | 2.875216 | 0.0097 |
| D(LIVPRIV) | 0.209716 | 0.032187 | 6.515558 | 0.0000 |
| D(TO) | -0.012679 | 0.084428 | -0.150177 | 0.8822 |

RESID01 (-1) -0.645052 0.210494 3.064467 0.0064

| | | | |
|--------------------|----------|-----------------------|----------|
| R-squared | 0.931332 | Mean dependent var | 0.069359 |
| Adjusted R-squared | 0.906019 | S.D. dependent var | 0.073249 |
| S.E. of regression | 0.022456 | Akaike info criterion | 4.513365 |
| Sum squared resid | 0.009581 | Schwarz criterion | 4.129414 |
| Log likelihood | 68.93043 | F-statistic | 36.80736 |
| Durbin-Watson stat | 2.283777 | Prob (F-statistic) | 0.000000 |

TABLE DES MATIERES

| | |
|--|-----|
| AVERTISSEMENT..... | ii |
| DEDICACES..... | iii |
| REMERCIEMENTS..... | v |
| LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS..... | vi |
| LISTE DES GRAPHES..... | ix |
| LISTE DES TABLEAUX..... | x |
| SOMMAIRE..... | xi |
| RESUME | xii |
| INTRODUCTION..... | 1 |
| CHAPITRE I : CADRE INSTITUTIONNEL, THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE..... | 3 |
| SECTION 1 : Cadre institutionnel de l'étude..... | 3 |
| PARAGRAPHE 1 : Présentation de la structure d'accueil et déroulement du stage..... | 3 |
| A –Historique..... | 3 |
| B-Mission et attributions de la DGAE/MEF..... | 5 |
| C-Présentation de la structure d'accueil | 8 |
| D-Déroulement du stage..... | 11 |
| SECTION 2 : Base théorique et la revue de littérature..... | 11 |
| PARAGRAPHE 1 : Problématique et intérêt de l'étude..... | 11 |
| A-Problématique..... | 11 |
| B-Intérêt de l'étude..... | 13 |
| PARAGRAPHE 2 : Objectifs et hypothèses de l'étude..... | 13 |
| A-Objectifs de l'étude..... | 13 |
| B- Les hypothèses de l'étude..... | 14 |
| C -La revue de littérature..... | 14 |
| PARAGRAPHE 1 : Cadre conceptuelle et approche théorique..... | 14 |
| A-Clarification conceptuelle..... | 14 |
| B-Revue théorique : masse salariale et croissance économique..... | 18 |
| PARAGRAPHE 2 : Discussions Empiriques..... | 24 |
| A-Revue Empirique..... | 24 |
| SECTION 3 : Méthodologie de l'étude..... | 27 |
| PARAGRAPHE 1 : Cadre de référence et présentation du modèle..... | 27 |
| A-Base théorique..... | 27 |

| | |
|--|----|
| B-Forme fonctionnelle..... | 28 |
| PARAGRAPHE 2 : Méthodologie d'estimation et stratégie de vérification des hypothèses de l'étude..... | 31 |
| A-Méthodologie d'estimation..... | 31 |
| B-Stratégie de vérification des hypothèses de l'étude..... | 34 |
| | |
| CHAPITRE II : CADRE DE PRESENTATION ET D'ANALYSE DES RESULTATS... | 35 |
| SECTION 1 : Aperçu des variables budgétaires et économique..... | 35 |
| PARAGRAPHE 1 : Analyse de la masse salariale (MS) et les recettes fiscales..... | 35 |
| PARAGRAPHE 2 : Analyse du taux de croissance au Bénin et vérification de l'hypothèse 2..... | 37 |
| SECTION 2 : Analyse économétrique de l'effet de la masse salariale des dépenses publiques d'investissement sur la croissance économique..... | 40 |
| PARAGRAPHE 1 : Présentation des résultats de l'estimation du modèle..... | 40 |
| PARAGRAPHE 2 : Analyse, interprétations des résultats et vérification des hypothèses... | 44 |
| A-analyses et interprétation des résultats..... | 44 |
| B-vérification de l'hypothèse 2..... | 45 |
| SECTION 3 : Suggestions de l'étude..... | 46 |
| CONCLUSION..... | 48 |
| REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES..... | 49 |
| Annexes..... | a |
| Table des matières..... | r |